COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 222 | ÉTÉ 2012 | 3€



Construire l'autonomie des luttes futures

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé àTroyes

La commission journal de juillet/août aura lieu à Eychenat

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

□ 10 numéros + hors séries	30 euros
□ Sans les hors séries	25 euros
□ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
□ En soutien	+ de 30 euros
□ À l'essai (3 numéros)	5 euros
□ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 1213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT
l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des champs BP 20912
44009 Nantes
oclnantes@free.fr

BOURGOGNE
oclmacon@gmail.com

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 1213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

NORMANDIE
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
ocl-poitou@orange.fr
oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

SUD-EST
ocl.se@sfr.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

CONTACTS
Figeac, Montpellier, Orléans, …
passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 1213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://oclibertaire.free.fr

COURANT ALTERNATIF
été 2012
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Construire à la base l'autonomie des luttes futures

L'intermède électoral dissipé, l'offensive contre les conditions d'existence des travailleurs et des chômeurs va pouvoir se poursuivre avec plus d'âpreté. Le rapport attendu de la Cour des Comptes, que les socialistes disent redouter, leur permettra d'amorcer la politique de rigueur qu'ils sont appelés à mener sur le thème du "*retour à la croissance*". Et déjà le ton est donné. Après Hollande durant la campagne présidentielle, c'est maintenant au tour d'Ayrault de re-préciser les choses: "*Ce sera plus difficile que prévu, tout le monde devra faire un effort*". On sait en réalité qui se cache derrière la figure de ce "*Monsieur tout le monde*"...

Bien entendu, une partie de la clientèle électorale recevra les quelques miettes qu'il est convenu de distribuer en la circonstance. On annonce ainsi le retour très partiel à la retraite à 60 ans ainsi qu'une "raisonnable" augmentation du Smic. Sur le même ton on claironne la création de postes et la suppression de certaines dispositions administratives dans le secteur de l'éducation, comme la reconduction et le développement d'emplois précaires, etc.. En somme, les vieilles recettes de la gauche en début de mandat qui, au total, ne coûteront pas grand chose. Elles lui offriront toutefois le bénéfice de certifier que, cette fois, ce ne sont pas les classes moyennes et les classes populaires qui seront touchées mais "*plutôt les grandes entreprises et les ménages les plus élevés...*"

Oui, mais voilà, les travailleurs, eux, n'ont pas attendu le retour des socialistes aux affaires pour subir une nouvelle explosion du chômage liée aux multiples plans de licenciements en cours. Durant ces derniers mois, près de 150 fermetures de boîtes se sont succédées sans discontinuer. Et ce n'est qu'un début, le pire reste à venir. Des milliers de suppressions de postes s'annoncent d'ores et déjà dans de très nombreux secteurs de la production et des services : automobile, sidérurgie, transport, agroalimentaire, grande distribution, etc. Devant les bientôt trois millions de chômeurs officiels et le recul, depuis des années, du niveau des salaires, le volontarisme politique affiché lors de la présidentielle sous le thème de la "ré-industrialisation" ne grugera personne. Il n'est qu'une vague resucée agitée dans une période où les travailleurs sans pouvoir/savoir créer de réel rapport de force sur le terrain se tournent encore pour le moment vers l'Etat. Combien de temps cela va-t-il durer, là est toute la question...

Lucide, un syndicaliste du site menacé de Peugeot-Aulnay affirmait dernièrement : "Arnaud Montebourg ne nous a pas donné l'impression d'avoir réellement l'intention de mettre des bâtons dans les roues de Peugeot ". Et pour cause... En guise de redressement, il va d'abord s'agir de garantir le taux de profit des groupes industriels qui font la loi et notamment d'organiser la réforme du marché du travail que réclame le patronat européen. Car en dépit de ce qu'ils laissent entendre, les socialistes tiendront bel et bien les engagements pris devant la commission européenne. Le patronat le sait et profite du contexte pour obtenir davantage de pression sur les salaires. Ainsi, en réponse aux fermetures de boîtes, la banque Natixis propose déjà de transférer le paiement des fameuses "charges" des entreprises aux contribuables par l'entremise d'une augmentation de la CSG...

C'est donc bien sous cet angle qu'il faut comprendre l'une des dernières annonces aux accents colbertistes du ministre du "Redressement Productif" : le rapatriement des centres d'appels téléphoniques. Si à première vue la proposition n'emballe pas le patronat, il ne s'y opposera pas à partir du moment où l'Etat lui offre la garantie de flexibiliser le travail. Dans le cas présent, de faire tourner les plateaux *7jours/7 et 24h/24*... Et déjà un syndicaliste de renchérir : "*Si les employeurs sont prêts à nous payer plus pour bosser le dimanche, pourquoi pas, tout se négocie...*"

Autre dossier éclairant sur ce que recouvre dans la période ce retour du "made in France", celui de Seafrance. Objet de multiples tractations avec le P.S durant la campagne des présidentielles, le projet de Scop va finalement voir le jour sous le contrôle du Groupe Eurotunnel. Et dores et déjà, son PDG annonce la couleur : " *La Scop a tout à fait compris que les navires ne pouvaient être opérés que dans des conditions de productivité équivalente à celle de la concurrence (...) Je crois savoir que ce ne sera pas le coefficient de Seafrance qui ne permettra pas à l'entreprise de survivre*". Traduction : les salaires et les conditions de travail seront sérieusement révisés à la baisse et, là encore, on pourra compter sur un encadrement syndical qui a fait ses preuves pour mener à bien l'opération...

Et maintenant ? La crise est mondiale et ne se concentre plus exclusivement au cœur des vieux centres historiques du capitalisme, ceux de la zone Euro et des Etats-Unis. Désormais, le ralentissement frappe de la même manière les régions qui nouvellement tenaient un rôle dynamique dans le procès d'accumulation du capital : l'Inde, la Chine, le Brésil. Les temps à venir seront à n'en pas douter ceux de fortes tensions et confrontations sociales et politiques. En réaction, les luttes se développent un peu partout que ce soit en Espagne, au Québec ou en Grèce; forcément différentes dans leurs contenus, leurs formes, et leurs objectifs mais toutes partagent, pour le moment encore, l'impuissance à freiner la marche du capital vers le chaos. C'est le cas en France où depuis 1995 les travailleurs ont systématiquement remis la conduite des luttes entre les mains des centrales syndicales avec le succès que l'on sait.

Dans les temps à venir, l'un des enjeux décisif pour l'issue de lutte entre les classes sera la capacité des travailleurs en particulier et du prolétariat en général à organiser, mener et contrôler ses propres luttes. Pour cela, des formes nouvelles de faire et de vivre ces luttes restent à inventer. Que ce soit à partir des sections syndicales de base qui peuvent encore servir d'appui et, par delà bien sûr, au sein d'espaces collectifs larges à l'échelle d'une ville, d'un quartier, d'une région... De manière extrêmement marginale, des tentatives embryonnaires d'organisation à la base et autonomes sont apparues lors des dernières luttes, que naturellement les centrales ont neutralisé sans trop de difficulté. A mesure que la crise va s'intensifier, le rapport de force pourrait s'inverser, c'est en tous cas à cela que nous devrons nous atteler.

Xavier, Boulogne/mer

C'est reparti pour un tour !

Le mois dernier, avant le premier tour des législatives, nous évoquions dans Courant alternatif l'hypothèse d'une voie « largement ouverte à la recomposition d'un grand parti de droite dure qui mettrait à mal la vieille UMP ».
La campagne électorale, surtout d'entre les deux tours, a largement conforté cette hypothèse tant les frontières entre droite dite classique et droite dite dure –comprenant le FN – ont été franchies à de multiples reprises. Si cela ne s'est évidemment pas avéré encore électoralement payant (la droite populaire a perdu la moitié de ses députés dans un contexte de défaite de l'UMP), les luttes à venir au sein du parti gaulliste laissent à penser que ce scénario ne doit pas être écarté ! Evidemment, cette recomposition ultradroitière que le patronat pourrait appeler au pouvoir en cas de nécessité n'est pas encore pour le proche avenir, mais les ingrédients sont là, bien mûris et prêts à servir. Pour l'instant, la gouvernance socialiste Hollande/Ayraud fait bien son boulot, et nul besoin pour le patronat et les multinationales de chercher ailleurs ce qu'ils ont sous la main à moindres frais et risques.

UNE GAUCHE DE PRÉFECTURE

Il est intéressant de noter qu'un clivage significatif et relativement nouveau entre « zones de droite » et « zones de gauche » est apparu : on note que seulement 11 préfectures (sur 106) ont voté Sarkozy alors que 44 départements (tous ruraux, hormis les deux alsaciens et celui des Alpes-maritimes), et même 61 si on ne compte pas les deux villes principales de chacun d'eux (08, 14, 17, 34, 37, 38, 59, 72… et autres), ont fait le même choix. Or ces zones ne sont pas seulement rurales : ce sont en même temps celles qui ont le plus souffert de la diminution drastique des services publics, des fermetures de classe, d'école, d'hôpital, etc. Et c'est dans les préfectures que se concentrent tous les services d'importance (santé, éducation, tribunaux, impôts, transports, etc.), ce qui oblige les ruraux à faire de plus en plus de kilomètres pour en « bénéficier » (laissant ainsi les plus pauvres sur le carreau). C'est dans ces préfectures qu'habitent la bourgeoisie traditionnelle mais aussi les nouvelles classes moyennes supérieures – bobos, enseignants titulaires d'université ou de lycée, qui y ont pris en grande partie le pouvoir politique et s'en servent pour restructurer à leur profit les centres-villes et périphériser les plus pauvres, pour faire du culturel et du bien-vivre un pôle d'innovation, pour lancer des plans écologiques d'urbanisme…



Cela nous ouvre une piste nouvelle quant à l'explication du racisme, ou au moins du rejet des étrangers exprimé dans des zones où on rencontre rarement un Arabe ou un Noir et où la délinquance est faible. Le raisonnement « par procuration » est, dans ce cas, différent. La désertification des services publics est vécu comme un abandon. Et si on nous abandonne, c'est qu'il n'y a pas de fric. Où va le fric ? Dans l'assistanat et les allocations à des gens qui ne travaillent pas et qu'on voit traîner en bas des immeubles de la périphérie de cette préfecture où on se rend parfois, alors que nous, population d'artisans, d'agriculteurs, d'employés, de petits retraités, nous travaillons ou avons travaillé dans un système où le débat 35 heures/40 heures n'a que peu de sens… Il est intéressant de noter que ces zones rurales et touchées par la désertification des services qui ont le mieux résisté au vote Le Pen/Sarkozy sont celles qui ont conservé une relative identité assortie d'une tradition de résistance (zones semi-montagnardes plutôt situées dans le Sud ou le Centre). Et c'est justement dans ces zones que l'on trouve le plus d'initiatives pour mettre en place des embryons d'alternatives concrètes, ou du moins pour y poser le problème.

PCF/FRONT DE GAUCHE : L'IMPASSE PARLEMENTARISTE

L'effet Mélenchon ne s'est pas reproduit aux législatives. Privé au local de l'effet médiatique du tribun, les sortants communistes sont allés au casse-pipe et ont poursuivi leur lente et régulière chute.

En 1981, la vague rose avait fait perdre la moitié de ses sièges au PCF (il vient d'entrer au gouvernement) qui n'en compte plus alors que 44. C'est le début de l'inexorable déclin du Parti. La stratégie de Mitterrand d'éradication par l'absorption et la digestion des communistes a fonctionné à plein. En 1986, ils n'auront plus que 35 élus et moins de 10 % des voix malgré la proportionnelle. En 1988, à la réélection de Mitterrand, ils ne sont plus que 25 ; puis 23 en 1993, avec un sursaut en 1997 (36 élus)… et ensuite 21 en 2002, 19 en 2007. En 2012, il n'en reste que 9… Sur les 8 élus de la « banlieue rouge » parisienne, ils n'en conservent que 3… et en fait, parmi eux, seule Marie-George Buffet est réellement au PC ; les deux autres l'ont quitté il y a pas mal de temps, et gageons que lors des prochaines consultations électorales la porte du PS leur sera grande ouverte.

Jusqu'à aujourd'hui, le PCF ne devait son existence qu'au bon vouloir d'un PS qui l'avait étouffé… et protégé de façon à mettre en scène une gauche plurielle. Il a pu prolonger l'agonie grâce à de beaux restes d'implantations locales qui lui valaient quelques circonscriptions où il était en tête de la gauche. Mais ces circonscriptions n'existent plus, et le PS a trouvé un autre pigeon pour lui servir de faire-valoir. Gageons que ce qui est arrivé au PC arrivera assez vite aux Verts qui, eux, ne disposent d'aucune parcelle d'autonomie leur permettant d'exister, même petitement et pour un temps, sans leur protecteur.

Nul ne sait ce que deviendra le Front de gauche, tiraillé entre une image médiatique assez forte, mais sans base activiste autre que celle d'un PC peu populaire mais disposant en-

core de quelques forces militantes. Quoi qu'il en soit, le mauvais score du second tour rafraîchira sans doute les ardeurs de ceux qui, à l'extrême gauche et surtout au NPA, étaient partisans du rapprochement, voire d'une fusion, avec le Front de gauche, et que le premier tour avait encouragés dans cette voie. Les petites formations ralliées auparavant au FDG : ex-LCR de la gauche unitaire de Piquet ou de Convergences et alternative, FASE (elle-même rassemblement de micropartis), pro-albanais du PCOF, etc., n'ont pesé d'aucun poids et ont totalement disparu du paysage couvert par Mélenchon et le PC.

EELV

En attendant, c'est une des plus grosses opérations politicardes de la Ve République que EELV vient de réaliser. Un hold-up qui lui permet de transformer une grosse défaite électorale en un succès revendiqué… au Parlement. Incapables d'emporter par eux-mêmes la moindre circonscription sans l'aide de la proportionnelle, ils ont deux fois plus d'élus que le Front de gauche avec cinq fois moins de voix ! C'était leur but, en passant l'accord que l'on sait avec le PS ; ils ont gagné leur pari et perdu tout dignité !

Nous ne reviendrons pas ici sur cet accord passé avec le PS et ses conséquences sur la politique nucléaire. Simplement pour ajouter que même la promesse-gadget de la fermeture de Fessenheim a de fortes chances de ne pas être tenue. Mais c'est sur la politique africaine (en lien dans ce cas avec le nucléaire) que le premier accroc est venu: à l'issue d'une rencontre avec le Président nigérien, François Hollande s'est prononcé en faveur d'une accélération de la coopération entre Areva et le Niger pour exploiter la mine géante d'uranium d'Imouraren (1). Lorsqu'on sait que Areva fut poursuivi à plusieurs reprises pour provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciale par des associations touareg ; que les impacts de l'exploitation de l'uranium sur la population autochtone touareg ont été multiples (problèmes sanitaires majeurs liés à la pollution radioactive, contamination du sol et de la ressource en eau vitale pour les populations, destruction des espaces naturels et de la faune, spoliations territoriales, déplacements forcés sans indemnisation, atteinte au mode de vie et à la culture touareg…), on est en droit de se demander ce que fait Pascal Canfin (EELV – coopération/développement) au gouvernement. Jadis, Jean-Pierre Cot, qui occupait le même poste dans celui de Mauroy depuis mai 1981, avait démissionné dès 1982 par désaccord avec la politique africaine des socialistes. Canfin ne sera-t-il même pas un sous-Cot ?



- Nous sommes tous socialistes, ici, chère madame !

Probable, si on en juge par le camouflet subi ensuite par les Verts sans susciter la moindre réaction : le transfert de Nicole Bricq du ministère de l'Ecologie à celui du Commerce extérieur pour avoir décidé, le 14 juin, de suspendre les forages de Shell au large de la Guyane. Certes, il ne s'agissait que d'une suspension, mais qui portait en filigrane un réexamen du code minier français. C'en était déjà trop pour les pétroliers qui n'ont pas eu beaucoup à faire pour remettre les choses à leur place… Comme l'a dit J.-V. Placé, il s'agit d'un lobby extrêmement fort. Eh oui, et que dire alors de celui du nucléaire ! Cécile Duflot n'a pipé mot sur le sujet. Le jour même, le secrétaire adjoint de EELV déclarait après l'annonce de la chaise musicale : « Les écologistes sont là et ça va se voir ! » Que dire aussi du remplacement de Duflot à la tête du parti par Pascal Durand, un clone du clown Nicolas Hulot ? La base des Verts avait cru avoir réussi un bon coup en poussant dehors le médiatique Hulot, son porte-parole revient par la fenêtre à l'unanimité !

On se rappelle ce que sont devenus en 1981 les ministres communistes – les Fiterman, Gayssot, Le Pors ou Rigout…. Le pouvoir les a portés en dehors du Parti en les rapprochant du PS. Nous verrons bien combien de néo-députés et ministres écolos feront de même dans pas longtemps.

MAI 81 - MAI 2012

Cela nous amène à nous poser la question de savoir si l'après-2012 va ressembler à l'après-1981. La gauche arrive alors au pouvoir, quand les mouvements sociaux issus de 68 se sont si bien affaiblis que confier les clés de l'Elysée et de Matignon aux socialistes et un peu aux communistes ne peut qu'aider à les éradiquer tout à fait. C'est ce qui s'est passé : la gauche a bel et bien inauguré une longue période de restructurations sur le plan économique, et d'enkystement de ce qui restait d'un peu radical sur le plan

1. Le 25 avril dernier, le personnel nigérien du site d'Imouraren a entamé une grève d'avertissement de sept jours pour protester contre ses conditions de travail, affirmant travailler douze heures sur vingt-quatre. Areva avait fait savoir qu'avec ce genre de grève il lui serait difficile de tenir le délai de 2014 pour la mise en service de la mine.

culturel et sociétal de la contestation soixante-huitarde. Une fois passé les chants et les danses place de la Bastille, le désenchantement est venu assez vite, pour de longues années *horribilis* : classe ouvrière battue à Longwy et à la Chiers, poursuite du programme nucléaire, remplacement de la pensée critique par celle des « nouveaux philosophes », institutionnalisation des radios « libres », muséification accélérée de la culture par Jack Lang, etc. Bref, un vide sidéral s'est installé dans cette société française rose et rouge totalement aseptisée.

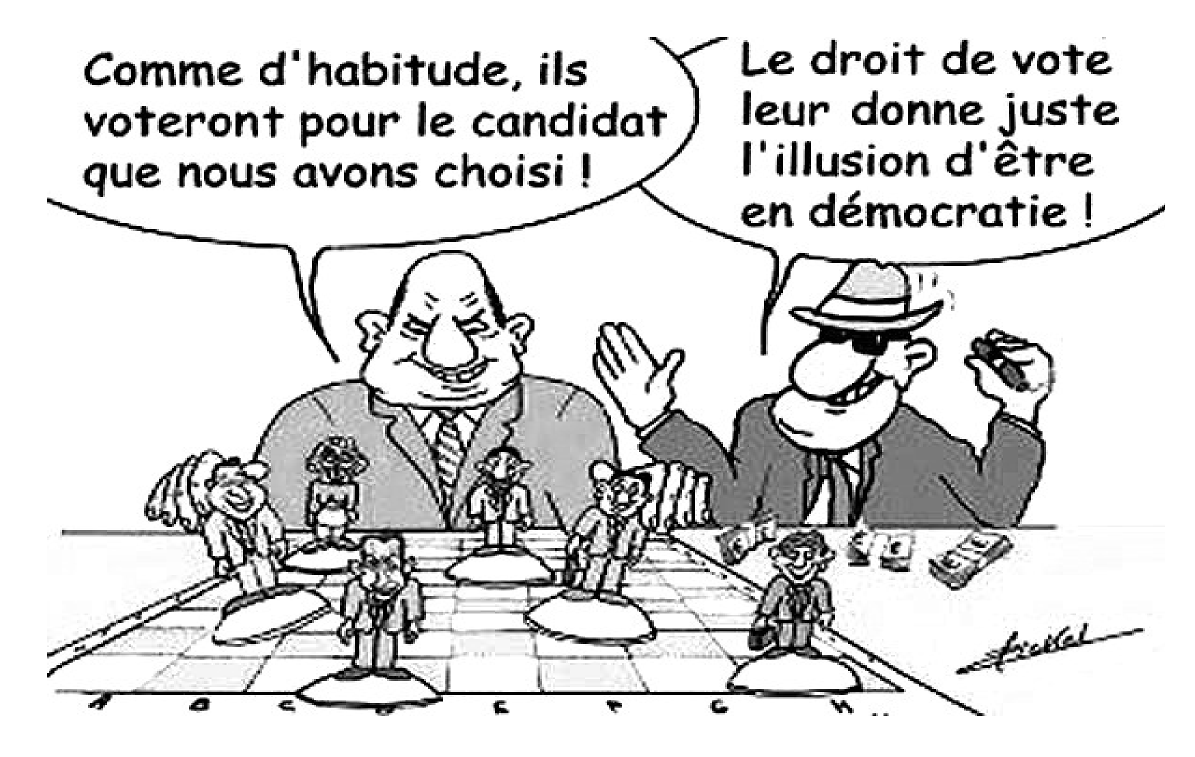
On ne devait plus les y reprendre, les fêtards de Mai 81 obligés d'avaler couleuvre sur couleuvre… Ils remirent pourtant ça à la première occasion ! Pas tout à fait, cependant, le taux d'abstention n'ayant cessé de croître depuis. Il a fallu attendre 1995, après quinze années d'un puits qui semblait sans fond, pour que réapparaissent ces formes de vie qui nous sont si chères : les luttes.

La situation est bien différente à présent. Si, en France, nous ne sommes pas en période de recul des luttes, le moins qu'on puisse dire c'est que ce n'est pas non plus une montée significative. Il en est tout autrement au niveau mondial et européen, du moins pour sa partie sud. A l'intensification de l'offensive capitaliste pour conquérir de nouveaux espaces géographiques, culturels, technologiques… au niveau mondial a correspondu depuis une quinzaine d'années l'apparition de nouvelles luttes. Luttes altermondialistes, des « indignés », luttes pour des reconquêtes de territoire donnant une nouvelle lumière à la problématiques des luttes de libération nationale, « révoltes arabes », affirmation de luttes ouvrières en Asie illustrant le fait que la condition ouvrière est toujours en expansion, luttes paysannes un peu partout, réappropriation de parcelles économiques en Amérique latine, apparition d'une nouvelle génération de jeunesse rebelle en Europe… Bref, autant d'éléments qui, certainement, apparaîtront dans quelques décennies, et avec la vision globale qui naît obligatoirement d'une certaine hauteur de vue et d'un peu de recul du temps, comme un bouillonnement dont il sera alors temps de définir le sens mais qui seront interprétés comme les prémices de quelque chose que nous ne pouvons définir maintenant.

Mais nous ne sommes pas les seuls à émettre cette hypothèse : la bourgeoisie, partout dans le monde, fait le même constat. Sans être aux abois ni avoir peur, du haut de sa sagesse, elle prend en considération l'hypothèse d'une remontée mondiale des luttes pouvant ouvrir la voie à des situations incontrôlables. Et c'est bien là le sens des nouveaux arsenaux répressifs qui se mettent en place petit à petit. Nul besoin de revenir ici, pour la France, sur les nouvelles lois réintroduisant la responsabilité collective, sur le fantasme législatif de l'anti-terrorisme, etc. La violence répressive s'est déchaînée aussi bien contre les mineurs ou les Indiens en Amérique latine que contre les opposants en Russie ou les grévistes en Tunisie ou en Chine. Récemment, ce sont les mesures qui se sont multipliées pour interdire les manifestations dans des pays « démocratiques » comme l'Espagne ou le Canada qui ont suscité l'indignation en ce qu'elles transgressent ce qui restait un des derniers arguments pour montrer que la démocratie ce n'est pas la dictature. Certes ce n'est pas la dictature, mais ils s'y préparent et peu leur importe la couleur du gouvernement. Nous verrons bien dans les semaines qui suivent les mesures que prendra Manuel Valls.

Car, ce qui est nouveau, par rapport à 1981, c'est la nature des luttes dont nous constatons la montée au niveau mondial. En trente ans, un nombre considérable de structures intermédiaires entre le capital et le travail ont été affaiblies ou même ont disparu. En France (mais plus généralement en Europe), les syndicats représentent de moins en moins de monde. Les élus le sont par de moins en moins de gens. Tant et si bien que les explosions, les luttes sont beaucoup moins canalisées et tendent à l'affrontement direct avec les pouvoirs, tandis que de plus en plus de structures horizontales qui n'obéissent pas forcément aux logiques partidaires habituelles animent des mouvements beaucoup plus incontrôlables et imprévisibles. Et c'est bien ça ce qui inquiète les dirigeants de tous les bords et du monde entier. Et c'est ce qui, en revanche, nous donne quelques espoirs, même si nous savons très bien que le capital n'est pas au bout de rouleau de la crise, et qu'il a mille fois montré par le passé qu'il savait les surmonter et pas seulement au moyen de la répression.

jpd



La vie des précaires des politiques enfin connue !

La nouvelle indemnité chômage des députés :

Pour chaque député non réélu les Français devront payer :
- les 6 premiers mois 100% de l'indemnité 32 401,92 € soit 5400€ /mois
- les 6 mois suivants 70% de l'indemnité 22 681,34 € soit 3780€ /mois
- les 6 mois suivants 60% de l'indemnité 19 441,15 € soit 3240€ /mois
- les 6 mois suivants 50% de l'indemnité 16 200,96 € soit 2700€ /mois
- les 6 mois suivants 45% de l'indemnité 14 580,86 € soit 2430€ /mois
- les 6 mois suivants 40% de l'indemnité 12 960,76 € soit 2160€ /mois
- les 6 mois suivants 35% de l'indemnité 11 340,67 € soit 1890€ /mois
- les 6 mois suivants 30% de l'indemnité 9 720,57 € soit 1620€ /mois
- les 6 mois suivants 25% de l'indemnité 9 100,45 € soit 1516€ /mois
- les 6 mois suivants 20% de l'indemnité 6 480,38 € soit 1080€ /mois et à l'issue des 5 ans , ils percevront « à vie » ce traitement !
C'est quand même « Royal » ! ...

Avec Hollande, le changement c'est la continuité

Pacte de croissance, Ministère du Redressement Productif, un autre chemin pour l'Europe… Avec François Hollande, c'est le changement maintenant dans la gestion de la crise, à en croire les discours. Esbroufe totale, pure opération de marketing pour mieux habiller une politique qui restera inchangée ? Nous faisons bien sûr une totale confiance au P.S. pour servir au mieux les intérêts du capital et assurer la poursuite de l'exploitation. Mais existe-t-il des marges de manœuvre dans la gestion de la crise, et si oui, François Hollande aura-t-il la volonté politique d'imposer certaines mesures à une fraction du capital ? La réponse est d'autant moins simple que nous sortons tout juste de la campagne électorale : nous ne pourrons juger sur pièces que plus tard. En attendant, on peut quand même se pencher sur les promesses et les symboles.

LE REDRESSEMENT PRODUCTIF

C'est le nouveau nom du ministère de l'industrie. A part le nom, il y a quand même un changement : il récupère la tutelle conjointe de l'agence des participations de l'Etat. Le ministère de l'industrie aura donc un tout petit peu plus de pouvoir vis-à-vis de Bercy et de l'industrie qu'avant.

Ce ministère du redressement productif fait écho à tous les discours de gauche comme de droite qui s'inquiètent de la désindustrialisation de la France. Toute la question est de savoir ce que recouvre ce phénomène et ce qui l'explique. Pour les partis qui se partagent le pouvoir, la cause est entendue : c'est le résultat de la perte de compétitivité des entreprises françaises (en réalité, ce n'est pas si simple). Généralement, ce qui suit cette constatation, c'est la dénonciation du coût du travail trop important, des charges sociales trop lourdes, etc. D'ailleurs, avant même le vote des législatives, Hollande a annoncé que le coup de pouce au SMIC serait modeste. Voilà qui ne nous change pas trop de Sarko.

Mais en réalité, le patronat ne s'intéresse au coût du travail que pondéré par sa productivité. Payer deux fois moins quelqu'un qui produit cinq fois moins (du fait de sa qualification, mais aussi de l'équipement et des infrastructures disponibles localement), ce n'est pas très avantageux. D'ailleurs, les ouvriers allemands ne sont pas plus mal payés que les ouvriers français et l'Allemagne reste une puissance industrielle compétitive. Si on parle productivité, ça devient plus complexe : elle dépend de la formation, de la qualité des infrastructures, donc d'investissements publics, de la santé de la main d'œuvre, donc d'une bonne protection sociale, et de la technologie, donc de l'investissement des entreprises. C'est là qu'on entre dans le domaine des contradictions entre capitalistes, et des contradictions entre la logique de recherche de profit à court terme, qui est la logique naturelle du capital, et la logique de pérennité du profit à long terme, que peut éventuellement imposer l'Etat.

Qu'a promis Hollande ? Le « patriotisme industriel » ! Ca ne s'invente pas… Derrière ce fouillis idéologique (à ne pas négliger, car il en dit long sur les glissements de notre société), peuvent se dégager quelques lignes.

– Un soutien au développement des PME et des établissements de taille intermédiaire

C'était aussi le discours de Sarko, mais de façon moins construite. C'est effectivement un des points faibles de la France, ce qui fait la différence avec l'Allemagne, c'est un réseau de moyennes entreprises très faible en France. Comment l'Etat peut-il soutenir ces entreprises ? Bonne question ! L'essentiel des PMI (PME de l'industrie) travaillent comme sous-traitants. Ce qui est déterminant pour leur sort, c'est la politique des grands groupes, en gros, partenariat ou pressage de citron ? Les entreprises allemandes ont choisi le partenariat (garanties à long terme de prix et de quantités, aides financières…) et les françaises de presser le citron (contrats avec les moins chers, utilisation de la pression de la concurrence internationale…), et ce depuis très longtemps (on m'expliquait déjà ça en fac il y a 30 ans). Les différences historiques et culturelles nationales ça existent, aussi pour les dirigeants des grands groupes. Les possibilités d'action de l'Etat dans ce domaine sont donc très faibles. Il peut favoriser la compétitivité de ces entreprises par des aides ciblées (formation, équipement…) pour leur permettre de jouer sur d'autres atouts que ceux des coûts (pour le moment, nos salaires n'ont pas rejoint ceux des Birmans). Les effets en seraient plutôt à long terme, et donc pas très payants électoralement.

– Sujet qui nous concerne plus directement, la politique des grands travaux nuisibles et inutiles.

Il est plus que probable que le fameux moratoire sur Notre Dame des Landes ne soit que le symbole qui permette de faire avaler la pilule de tous les autres grands projets européens, dont NDDL d'ailleurs. Et dans nos luttes, on ne nous opposera plus seulement l'argument de l'emploi, mais celui du patriotisme, de l'intérêt général et de la croissance… Des lendemains de durcissement et de répression sont à prévoir. Il y a cependant un bémol : ces grands projets sont très liés aux financements européens, et là-dessus, comme on va le voir plus loin, tout n'est pas joué.

– Une réorientation de la fiscalité, de l'épargne et du système bancaire, ce



qui ne mange pas de pain tant qu'on n'en précise pas les modalités.

En réalité, c'est là qu'on verra si le PS n'est là que pour l'enrobage ou s'il propose réellement une inflexion de la politique économique. Réorienter réellement la fiscalité et l'épargne vers « l'économie réelle » exige de toucher à des privilèges et d'encadrer réglementairement les banques. En effet, les grandes entreprises paient aujourd'hui beaucoup moins d'impôts que les petites : Sapin osera-t-il faire payer Renault pour aider les survivants de la chaudronnerie ? Osera-t-il taxer réellement la spéculation financière ? Poser des conditions aux subventions des banques ? On peut avoir de gros doutes, même si la réponse n'est pas certaine.

On notera qu'il n'est pas question ici d'augmentation du pouvoir d'achat, d'amélioration des conditions de travail ou de renforcement de la protection sociale. A ma connaissance, rien n'a été promis à ce sujet, et pour cause. C'est une nouveauté. La gauche ancienne version prônait la relance par la demande, proposait des augmentations de salaires pour relancer la consommation et donc la machine capitaliste. La gauche moderne et libérale ne recherche plus ce compromis social : c'est uniquement d'arbitrages entre intérêts capitalistes qu'il est question ici. Mais des arbitrages qui nous concernent, car ils auront des conséquences sociales, écologiques, et probablement politiques.

LE PACTE EUROPÉEN DE CROISSANCE

Tout d'abord, Hollande n'a jamais parlé de rompre avec les plans d'austérité, et s'est engagé à respecter les objectifs d'équilibre budgétaire. Ca démarre donc assez mal pour la croissance. Propose-t-il quelque chose ou la querelle franco-allemande n'est-elle destinée qu'à amuser la galerie ?



Le consensus fort entre européens, d'abord : encore et toujours les grands travaux contre lesquels nous nous battons. La banque européenne d'investissements a déjà prêté 61 milliards d'euros l'année dernière, dont moins de 6 en France, derrière l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Il faut noter que la France reste fidèle à ses traditions : c'est pour elle que les projets sont les plus coûteux à l'unité. Nous aimons les Très Grands Travaux. Il est difficile de s'y retrouver dans les chiffres car la philosophie européenne est de mélanger financements publics et financements privés. Par exemple, l'Union Européenne prévoit de débloquer cette année 230 millions d'euros pour l'ensemble de ces projets (dans toute l'Europe). C'est très peu (la seule LGV Tours-Bordeaux a nécessité un emprunt de 1,2 milliards à l'Europe). Mais l'idée est que ce prêt de base incite les financeurs privés (fonds de pension, assurances, ...) à investir. La poursuite de la politique des grands travaux dépend donc de leur attractivité pour le privé, de leur rentabilité. Si on suit l'argumentation des opposants, celle-ci n'est pas assurée. Les choses sont d'ailleurs encore plus complexes : le tunnel sous la Manche a été une ruine pour ses actionnaires, mais son exploitation est rentable, merci, et les banques s'y sont enrichies, comme d'hab. Sauf que les investisseurs privés ne vont pas financer à fonds perdus pour la gloire de leurs petits camarades.

Ce genre de projets n'est généralement rentable qu'en faisant supporter les coûts par les contribuables et les consommateurs, comme pour le nucléaire par exemple. Pas sûr que ce soit très envisageable en temps de crise. Sauf qu'il y a une réelle volonté européenne, ces projets sont les seuls qui fassent l'unanimité (dans les allées des pouvoirs) dans l'espoir de relancer la croissance sans toucher aux profits à court terme et sans limiter l'appétit des privatiseurs.

Quelles sont les divergences ? Elles ne portent pas sur la question de fond : tous proposent des politiques d'austérité qui ne peuvent qu'aggraver une crise qui est d'abord une crise de surproduction. Elles portent cependant sur un remède à apporter à un aspect important de la crise spécifiquement européenne : le financement des dettes des états européens. Pour le moment, chaque Etat emprunte de son côté sur les marchés financiers. Les conditions d'emprunt sont donc différentes d'un pays à l'autre, plus le pays est en difficulté, plus il paye cher. De plus, cette situation place chaque pays dans un rapport de forces défavorable pour ses négociations avec les marchés. Ce que propose Hollande et que refuse (aujourd'hui) Merckel, ce sont des euro-obligations, c'est-à-dire un emprunt fait directement par l'Europe dans lequel pourraient puiser les Etats. Elle le refuse parce que pour le moment, c'est l'Allemagne qui paye le moins cher. Les divergences portent aussi sur les conditions politiques de cet emprunt, et notamment laquelle des officines européennes financerait tout ça. L'Italie et la France proposent aussi un fonds d'amortissement des dettes anciennes (comme ça s'est déjà fait, avec quelques grincements de dents, pour certains pays du tiers-monde).

Hollande propose aussi une mesure plus technique. Mais les mesures « techniques » ont souvent plus de conséquences que les mesures médiatiques. Pour calculer un déficit, il faut savoir quelles dépenses (et recettes) on prend en compte : strictement budgétaires ou engagements hors budget, y compris la sécu (ce n'est pas la même caisse) ou non, ... Il y a différents chiffres internationaux, notamment le déficit « Maastricht » (mesuré aux critères de Maastricht) n'est pas le même que le déficit public OCDE (mesuré aux critères de l'OCDE). Hollande propose d'exclure les investissements stratégiques validés par l'Europe du calcul (et revoilà les grands travaux!).

Si on résume, avec Hollande, ce qui change dans la gestion de la crise, c'est essentiellement le logo. Ca n'a rien de surprenant. En termes d'avancées sociales, il n'y a rien à attendre. Rien d'ailleurs n'a été promis si on lit bien. Est-ce que pour autant rien ne change ? Il faudra voir. On peut comparer avec une entreprise privée. Les salariés savent bien qu'ils ne peuvent attendre de leur direction, quelle qu'elle soit, que d'être exploités. Mais les techniques de gestion donc d'exploitation ne sont pas neutres en termes de conditions de travail, de dégâts nerveux et physiques sur les personnes, etc. Le gouvernement « de gauche » va fondamentalement dans la même direction que le précédent gouvernement de droite. C'est l'avenir qui nous dira s'il y a des éléments favorables à utiliser dans le rapport de forces. En attendant, il est probable que les grands travaux deviennent un enjeu plus central en terme de politique économique, et ceci va rendre la lutte à ce sujet d'autant plus sensible.

Sylvie

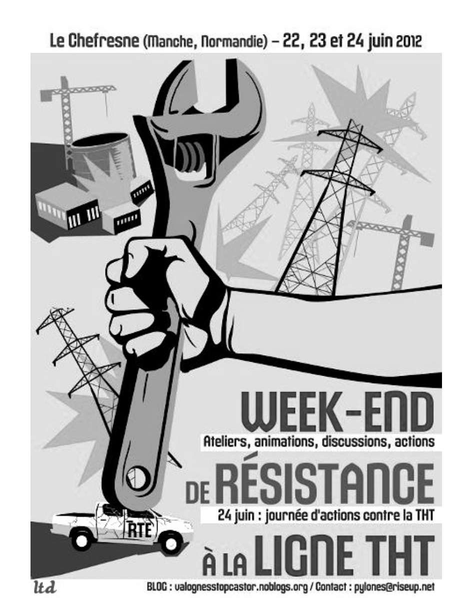
Un week-end au Chefresne

Le week end de résistance qui a réuni les 22-23-24 juin au Chefresne (Manche) quelques 500 personnes contre la mise en place de la Ligne THT ne fut pas, malgré la pluie qui s'est abattue pendant toute la journée du dimanche, un échec, loin de là !

UN OBJECTIF POLITIQUE

Evidemment nous n'avons jamais pensé qu'il était possible d'approcher les pylones ni de reprendre le château d'eau (1). La Préfecture avait annoncé la couleur : à ces yeux ce rassemblement de relevait pas « de la contestation locale, mais s'affiche comme une volonté de manifester violemment en bandes organisées ». Deux escadrons de gendarmes mobiles étant ainsi mobilisés, nous savions qu'il serait quasiment impossible de manifester dans un espace quadrillés militairement. Dans ces conditions la détermination des manifestants à ne pas se laisser intimider est un élément positif ! Les hommes de main du nouveau gouvernement ont eux-aussi montré leur détermination par la violence avec laquelle ils ont attaqué des groupes de manifestant, faisant 3 blessés.

Mais surtout l'objectif du rassemblement était d'abord politique alors que les autorités voulaient le placer sur le terrain du militaire. Et de ce point de vue ce fut un succès. Un succès d'auto-organisation, une ambiance chaleureuse et déterminée elle aussi, et surtout des débats intéressants qui tranchaient avec ceux avec ceux auxquels on assiste parfois. Un échange d'expériences venant tant d'Allemagne que d'Italie et du Val de Suse, de Notre-dame-des landes ou du site d'enfouissement de déchets de Bure. De quoi donner envie à celles et ceux qui ne vivent pas très près d'un site consacré aux grands travaux de se joindre à la lutte par d'autres bout comme par exemple une opposition aux entreprises qui y participent, à celles qui exploitent l'uranium en Afrique ou à tous les sites liés aux lignes THT (il y en a partout !) (voir encart).



EELV, UN PETIT TOUR MÉDIATIQUE ET PUIS S'EN VONT.

Une fois encore, c'est par les médias que nous apprenons que les représentants d'Europe Ecologie Les Verts sont venus témoigner de leur solidarité avec ceux qui résistent contre les lignes THT, et affirmer leur soutien avec toutes les actions « non violentes menées ». En effet une délégation régionale d'élus d'EELV s'est invitée au Chefresne, le dimanche 23/06 après midi, y rencontrant l'ex-maire (2). Le bois du Chefresne ayant été vidé de ses occupants partis manifester au « rassemblement » de Montabot, l'accueil a sans doute été moins rude pour nos visiteurs. Sans doute sont-ils restés en dehors du camps, puisqu'ils ne peuvent se déplacer sans leur cohorte de journalistes, et que ces derniers étaient aussi indésirables qu'eux à l'intérieur ? Remarquons que cette visite ne s'est produite que plusieurs mois après le début de l'occupation du bois et du château d'eau du Chefresne (repris depuis peu par les forces de gendarmerie), et après d'incessantes actions de résistances, et qu'un communiqué de soutien au rassemblement n'a été rendu public que… la veille du rassemblement, le 20 juin. On remarque que dans ce communiqué le WE s'arrête le samedi 23 et que nulle mention n'est faite du dimanche 24 prévue comme une journée d'action contre la ligne tht. Seule mention pour le 24, la venue d'une élue verte.

Doit-on s'étonner de la position de ces « souteneurs », qui aujourd'hui dénoncent le harcèlement et la violence des forces de l'ordre durant ces derniers mois, contre les opposants anti THT et les manifestants du camps de Montabot ? Que penser de leur plaidoyer pour le lancement d'une étude épidémiologique sur les effets néfastes de la THT sur la santé des populations ? (étude demandée depuis des années par les habitants mais aussi par les commissaires de la commission d'enquête d'utilité publique… et restée lettre morte !)

1. Le 20 juin, à 5 h du matin, les forces de l'ordre investissent le château d'eau du Chefresne qui servait de QG aux militants. La préfecture a réquisitionné le bâtiment !

2. Le 6 juin, le maire du Chefresne est arrêté alors qu'il tentait de s'opposer à l'arrivée des machines en brandissant un arrêté municipal interdisant l'édification des pylônes. Il est placé en garde à vue plusieurs heures. Le maire et ses conseillers municipaux ayant subi différentes brimades de la part de la préfecture, démissionnent le 12 juin… mais la préfecture exige cependant d'eux qu'ils «continuent à gérer les affaires courantes» !



LETTRE OUVERTE AU RASSEMBLEMENT DU CHEFRESNE

Vous êtes nombreuses et nombreuses au week end de résistance qui se tient au Chefresne contre un projet de ligne THT. Nous aurions aimé y être nous aussi, mais on ne pouvait malheureusent pas.
La nuit dernière, entre vendredi et samedi 23 juin, en solidarité avec votre rassemblement, nous avons scié une partie de deux des pieds d'un pylone de très haute tension, à côté de Nantes, au sud de la Loire. C'était la première fois que nous faisions cela, et on n'a pas trouvé ça particulièrement difficile. Sur le moment, on avait l'impression que ça faisaient beaucoup de bruit, mais à quelques dizaines de mètres on n'entendait plus rien. On a pris des gants pour ne pas laisser d'empreintes et on a publié ce communiqué en utilisant un système d'anonymat appelé t(A)ils. On va sans doute recommencer ce genre d'action, peut-être dans quinze jours, à côté de la Roche-sur-Yon.
Nous espérons que ce geste de soutien va vous faire plaisir et contribuer à vous donner de l'enthousiasme pour un week-end réussi. Bravo à vous.
Amélie, Sophie, Benoît et quelques autres ...

Alors que, depuis le camp Valognes, en novembre, des militant(e)s anti-nucléaires tentent de renouer avec une dynamique de luttes contre la THT de la Manche à la Mayenne, alors que depuis des mois cette résistance s'affirme et que se nouent des liens entre militants et riverains grâce aux multiples actions pour freiner l'avancement des chantiers, dont l'occupation du bois en est devenu le symbole, etc., alors que l'administration juridique et policière, hier sarkoziste, aujourd'hui rose et verte, intensifie les intimidations quotidiennes, réprime et criminalise les résistants aux THT… ces arrivistes débarquent aujourd'hui en cortège médiatisé pour nous saluer… en catimini. Il est vrai que durant ces mois passés, leur temps était pris dans les rendez-vous pré-électoraux, une priorité pour assurer leur devenir politique.

Aujourd'hui, élu(e)s et rassurés, ils font escale et distribuent à qui veut les entendre et les croire une poignée solidaire, un soutien dans la lutte et des échos contre : les THT inutiles, contre l'EPR voire même contre le nucléaire. « Notre image est devenue détestable… Nous incarnons l'insoutenable légèreté de l'arrivisme… Le plus détestable a été la course aux marocains » (ministères) : déclarait Cohn Bendit au journal *Libération*. Connaissant son monde, il sait de quoi il parle.

LE CHEFRESNE, LA PARTIE D'UN TOUT

Il faut considérer ce week end comme un maillon d'une chaîne à la suite de la manifestation anti nucléaire du 15 octobre à Rennes, puis celle de Nantes contre l'aéroport de NDDL du 24 mars et qui se poursuivra du 7 au 11 juillet lors du 2e forum européen contre les grands projet qui verra fatalement se confronter les postures institutionnelles et les autres, et puis encore lors du camping dans le Val de Suse cet été (3).

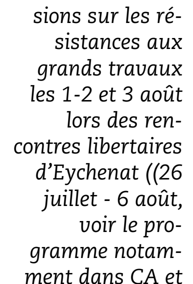
Recomposer un mouvement anti-nucléaire, le relier à toutes les oppositions aux dits « grand travaux » et aux restructurations capitalistes tel est l'enjeu des mois à venir pour la construction d'un mouvement pluriel et solide.

Pour terminer on ne peut que faire nôtre ces quelques lignes tirée de *THT un retour d'expérience*, un texte distribué ce week end à Chefresne/Montalbot :

« Les prochains mois vont donc être particulièrement importants en termes tactiques. Comment continuer à porter des actions qui nous permettent de nous croiser, de discuter, d'élaborer, mais qui nous évite également de nous exposer trop facilement à l'arsenal répressif ? Comment maintenir une solidarité réelle lorsque la répression cherchera à nous isoler entre bon citoyens et méchants irresponsables ?

C'est en tout cas ce que ces derniers mois nous ont appris, au travers de ces moments informal au détour d'un repas commun ou d'une nuit de veille, cette étrange ferveur qui nous lie soudain dans ce goût de résister au monde qui se déploie sous nos yeux et qui s'érige au détour d'un pylone. C'est ce lien subversif au cœur des luttes qu'il s'agit d'entretenir et de partager plus largement. Il est au moins aussi important que la nécessité d'abtattre une ligne en cours de construction. C'est cette oppression tangible au monde tel qu'il tourne au désastre, sans représentant-e-s ni chefs que nous pouvons espérer propager. » (CRAN - collectif radicalement antinucléaire) - Caen -*THT retour d'expérience* Juin 2012).

OCL ouest


3. A son échelle, l'OCL organisera aussi des discussions sur les résistances aux grands travaux les 1-2 et 3 août lors des rencontres libertaires d'Eychenat ((26 juillet - 6 août, voir le programme notamment dans CA et sur le site oclibertaire).)

PAS DE SUSHI, L'ETAT GEIGER N° 3, REVUE ANARCHISTE ANTINUCLÉAIRE D'APRÈS FUKUSHIMA

PAS DE SUSHI L'ETAT GEIGER. 3
Revue anarchiste antinucléaire d'après Fukushima.
Caen, juin 2012 — Contribution Libre
Coût de revient - 1,10€
Pasdesushi@voila.fr

44 pages(contribution libre, prix de revient 1,10 euros)

Réalisée à Caen cette nouvelle livraison contient un grand nombre de textes qui ont tous en commun la contestation du nucléaire, du monde qui va avec, et de ces faux critiques. En témoigne l'édito ci-dessous :

« Le changement c'est maintenant ! Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les écologistes espèrent une sortie progressive du nucléaire qui fait autant d'écho chez les socialistes que la fermeture des centres de rétention. Dans les années 80 Mitterrand promettait déjà l'arrêt du nucléaire. Nous n'attendons rien des promesses politiciennes, elles n'engagent que ceux qui y croient. Avedc Ayrault, promotteur de l'aéroport de Notre Dame des Landes comme premier ministre, et Cazeneuve, ministre dékégué chargé des affaires européennes qui a déjà fait ses preuvesd dans le Nord-Cotentin, sans oublier Geneviève Fioraso, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ancienne patronne de Minatec, la technocratie a encore de beaux jours devant elle. Mais qu'attentre encore de l'Etat quand au Japon, il travaille main dans la main avec Tepco à maintenir les populations dans les zones contaminées.»



Quelques aperçus de rendus et de procès à venir

NOTRE DAME DES LANDES :

Le 16 mai cinq inculpé-e-s étaient jugés au tribunal de Nantes pour avoir lancé du fumier sur le siège de VINCI AGO à Couéron en protestation contre l'aéroport...

Vinci demandait 40 000 euros de dommages, puis 23 000, puis 3000...

Le rendu a eu lieu le 27 juin : la cour a rejeté les exceptions de nullité soulevées par la défense. Elle a requalifié les dégradations en « détériorations causant un dommage léger ». Ce sont des contraventions de 5ème classe : amende de 350 euros pour chacun.

ADN : refus puni de 500 euros avec sursis pour Hubert, Ghislain et Yoann et de 200 euros ferme pour Christian récidiviste.

Civil : l'action est jugée recevable. Condamnation à verser 2631, 20 euros + 500 euros au titre de la procédure, soit 3131, 20 euros, solidairement. C'est tout de même cher pour un nettoyage !

VALOGNES

Train Castor 2011 : trois nouvelles personnes en procès en octobre 2012 !

En novembre de l'année dernière, année qui restera tristement celle de la catastrophe de Fukushima, un camp antinucléaire a eu lieu à Yvetot Bocage, à côté de Valognes dans le Cotentin (50). Ce camp autogéré appelait à perturber le passage du train CASTOR (train de déchets nucléaires hautement radioactifs) qui se rendait à Gorleben, en Allemagne, où l'attendaient quelques dizaines de milliers de contestataires à travers tout le pays, comme chaque année à la même période depuis une vingtaine d'années. Le mot d'ordre, ici dans le Cotentin, « Le train CASTOR ne passera pas comme ça ! » était l'occasion de vivre une opposition concrète, sur le terrain, au nucléaire et au monde qui va avec.

Trois des personnes ayant répondu aux médias ce jour-là sont aujourd'hui convoquées le 9 octobre 2012 à 10h au tribunal de Cherbourg et accusés de :

- Complicité de destruction de biens d'autrui par l'effet d'un moyen dangereux pour les personnes (guérites de signalisation de la SNCF incendiées, déballastage, soulèvement des rails)
- Incitations directes (écrit, parole, image : tracts, blog, affiches, communiqués, conférence de presse) ayant provoqué un attroupement de plusieurs centaines de personnes dont certaines étaient armées (fumigènes, armes blanches et containers lacrymogènes...)
- Organisation d'une manifestation sur la voie publique ayant été interdite

Ces dernières semaines...

Quatre personnes ont été auditionnées : le propriétaire du champ (incité, en vain, à la délation) et trois des personnes qui ont réalisé des interviews télévisées sur le camp de Valognes. Le raisonnement policier semble être le suivant : la place des personnes inculpées dans les médias serait la marque de leur «rôle prépondérant au sein du collectif», c'est-à-dire de l'organisation du camp, de la communication (tracts, affiches, blog) et de la coordination des actions sur le terrain. Il est à noté qu'il y a eu, à ce jour, deux perquisitions. La gendarmerie cherchait surtout des petits papiers, des cartes du terrain, des carnets d'adresse...

Les personnes poursuivies n'ont pas encore eu accès au dossier, mais il semblerait que la justice cherche à les rendre juridiquement coupables d'une détermination collective, et à leur faire porter cette responsabilité "morale".

Il ne faut pas oublier que 6 personnes se sont retrouvées au tribunal fin janvier et début février suite à leur interpellation le jour de l'action, le 23 novembre 2011, que certains sont en appel, et que les deux vagues de poursuites sont nécessairement liées. La période de cette nouvelle vague d'intimidation n'est pas non plus anodine : elle arrivait un mois avant le camp anti-THT, dans la Manche lui aussi, où les gardes à vues, les auditions et les contrôles d'identité pleuvent depuis plusieurs semaines.

La solidarité est de mise.

Nous appelons tous les réseaux antinucléaires, militants et mouvements sociaux, ceux qui ont soutenu le camp d'une manière ou d'une autre, les réseaux proches et les personnes sensibles à manifester leur solidarité face à ce procès qui constitue une attaque réelle à la possibilité même de lutter contre le nucléaire. Les rencontres et les "complicités" ne manqueront pas de se renforcer face à cette nouvelle intimidation.

Collectif de soutien, aux personnes poursuivies suite à « Valognes Stop Castor » Contacts : valognesstopcastor@riseup point net ou pylones@riseup point net
valognesstopcastor.noblogs.org/

PROCÈS DE CHAMBÉRY
(voir CA 221)

Pour Mike : un an, dont six mois avec sursis (pour rappel, le proc avait demandé un an ferme). Vu les 2 – 3 mois passés en détention préventive, il y a des chances que le passage par la case prison ne soit pas nécessaire...

Pour les autres : 4 mois de prison avec sursis (le proc demandait 6 mois avec sursis et 5 000 euros d'amende chacun).

PARIS : PROCÈS ANTITERRORISTE CONTRE 6 CAMARADES

Il s'est tenu en mai 2012 , rendu prononcé le lundi 25 juin à 13h30.

Pour un rappel plus détaillé de l'affaire voir infokiosques.net/mauvaises_intentions et CA n°219 et 221

Frank : non-coupable, relaxé de tous les chefs d'inculpation, il peut demander réparation pour les 6 mois de détention préventive déjà effectués

Ivan : relaxé pour le refus ADN, coupable des autres faits reprochés, condamné à 1 an de prison dont 6 mois avec sursis, rejet de la demande de non inscription au casier judiciaire

Bruno : relaxé pour le refus ADN, coupable des autres faits reprochés, condamné à 1 an de prison dont 6 mois avec sursis

Damien : relaxé pour le refus ADN, coupable des autres faits reprochés, condamné à 2 ans de prison dont 1 an avec sursis

Inès : coupable de l'ensemble des faits reprochés, condamnée à 30 mois d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis, rejet de la demande de non inscription au casier judiciaire

Javier : coupable de l'ensemble des faits reprochés, condamné à 3 ans d'emprisonnement dont 2 ans avec sursis, rejet de la demande de non inscription au casier judiciaire

De plus, l'ensemble des scellés est confisqué.

À noter que la détention préventive déjà effectuée couvre la quasi totalité des peines de prison ferme, il y a donc peu de probabilités que l'un des inculpés retourne en prison. Ceux pour qui il reste quelques semaines ou mois à faire seront convoqués ultérieurement devant un juge d'application des peines.

À noter aussi que le caractère terroriste de l'affaire a donc été maintenu.

Les condamnations sont soit identiques aux réquisitions du procureur, soit légèrement allégées (Inès, Javier), sauf bien sûr pour Frank qui est relaxé.

Le parquet comme les inculpés ont maintenant 10 jours pour faire appel.



L'arbre qui cache la forêt ?

« L'annonce faite par Ayrault de l'introduction des tickets de contrôles d'identité a fait énormément de bruit médiatique. Les syndicats policiers crient au scandale, perte d'efficacité, paperasserie, stigmatisation de la police… Le pouvoir la présente comme une mesure de Gauche, comme la fin du « contrôle au faciès », à l'instar des expériences menées en Espagne et en Grande Bretagne. Dans ce tohu-bohu où chacun défend son bout de gras son aspect répressif disparaît sous le vernis de Gauche. À savoir : qui dit récépissé, dit souche, dit fichage. Jusqu'ici un « simple » contrôle d'identité n'était pas enregistré, si le projet passe, il le sera par le carnet à souche. À Fuenlabrada, ville de 209 000 habitants au sud de Madrid 17 000 souches après trois ans d'existence. « *Les formulaires permettent de savoir qui était avec qui à quel endroit, à quel moment, et de faire ensuite ces recoupements dans le fichier* », explique, satisfait, le sergent David Martin Abanades.
On va voir comment, au bout de divers marchandages, cette mesure finalement formulée, il y aura au mieux un peu moins de harcèlement pour les « contrôlés », en revanche, certainement, un fichage géolocalisé de la population « cible » (cités, immigrés…) jamais atteint jusqu'ici.
Quant au fond, carnet ou pas, rien ne changera. Contrairement à Sarkozy, la Gauche reconnaît la pratique du contrôle au faciès, mais elle en rend responsables quelques flics « brebis galeuses ». C'est un camouflage. C'est l'État et sa police qui carburent au faciès. C'est un tout, c'est une politique. Ce n'est pas l'introduction des « tickets » de papier qui empêchera les crimes policiers comme la mort entre les mains de la police de Hakim Ajimi, d'Ali Ziri, de Lamine Dieng, d'Amine Bentounsi, de Wissam El Yamni… Ni non plus les contrôles d'identités « simples » qui finissent par « outrage et rébellion » ou à la morgue comme pour Youssef Madhi à Melun…
Il ne faut pas laisser l'arbre cacher la forêt ».
Ceci est un extrait du numéro de juin du bulletin résistons ensemble n°109 de juin 2012 : http://resistons.lautre.net/

Luttes contre Base Elèves (suite…)

Le Tribunal Administratif de Bastia a donné raison à deux familles corses et permet ainsi à tous les parents d'espérer à faire valoir leur droit d'opposition au fichage de leurs enfants dans la Base Elèves (jugement du 14 juin 2012).
En effet, ce Tribunal a considéré que l'Education Nationale niait le droit d'opposition prescrit par la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : "Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement".
Rappelons qu'en juillet 2010, le Conseil d'Etat, saisi par des parents d'élèves, avait déjà statué sur l'existence de ce « droit d'opposition » non prévu par l'administration. Cela n'avait pas empêché l'Education Nationale d'ignorer cette résolution du Conseil d'Etat.
A ce jour, plus de 2 000 parents ont déposé des recours contre ce fichage des enfants et d'autres TA doivent se prononcer sur les mêmes dossiers dans les semaines à venir.
En cas de victoire juridique l'obligation sera faite à l'Education Nationale d'appliquer la loi de 78 (dite loi Informatique et Liberté) et de prendre en compte les refus des parents d'élèves qui ne souhaitent pas voir leur enfant "tracé" sur le fichier Base Elèves.
C'est un réel espoir de voir se fissurer ce sombre édifice du fichage de l'Enfance.
Contact : http://retraitbaseeleves

Utilisation de la psychiatrie à des fins sécuritaires

Le cas d'Alain Paya Dans notre dernier numéro, sous cette rubrique, nous avions évoqué l'hospitalisation d'office à l'H.P. dUzès d'Alain Paya, un berger dont le troupeau avait été abattu sur décision d'un maire d'un groupement de villages au Nord du Gard. Comme en de pareils cas, depuis la loi de juillet 2011, c'est un Juge des Libertés et de la Détention qui décide du maintien ou non en H.P. d'une personne placé en hospitalisation d'office. Ce JLD s'appuie sur un rapport d'expertise d'un psychiatre qu'il a lui-même mandaté. Malgré l'avis de toute l'équipe soignante de l'H.P. d'Uzès qui ne lui administrait aucun médicament (« car il n'en avait pas besoin »), le JLD s'est appuyé dans un premier temps sur l'expertise d'une sommité locale, un certain Azéma, parait-il « le meilleur sur la région nîmoise », qui demandait le maintien de la mesure d'hospitalisation sous contrainte. Alain a dû faire appel et vient d'être libéré (le 18 juin) grâce à son comité de soutien qui a réussi à trouver une avocate qui fasse son travail et soit présente à l'audience ! Alain est resté en Hospitalisation d'office depuis le 24 février 2012, après avoir été interné en juin 2011 sous le régime carcéral (il avait été condamné pour avoir giflé Monsieur le Maire).

Le cas de Sophie
C'est une étudiante en anthropologie à l'Université de Lyon. Après avoir eu son Master , elle avait souhaité approfondir son projet de recherche en doctorat ; le projet de sa thèse était « l'inceste : entre impunité et luttes pour la reconnaissance ». Mais dans le laboratoire de recherche de Lyon 2, elle s'est heurtée à un processus d'éviction sur fond d'abus de pouvoir. Le président de l'Université de Lyon 2 a pris position contre elle et lui a interdit l'accès à l'ensemble des campus de Lyon 2, puis devant le fait que Sophie continuait à revendiquer sa place dans l'Université, ce mandarin a déposé une plainte au pénal. Sophie, soutenue par les syndicats FSE et Solidaires 69, est donc passé devant un tribunal correctionnel de Lyon. Elle a été condamnée à des amendes et à deux mois de prison avec sursis avec mise à l'épreuve pendant 18 mois et obligation de soin ! En effet, un expert psychiatre a diagnostiqué un « délire à caractère revendicatif » ! Cela fait peur…

Report d'un nouveau procès contre le refus du prélèvement ADN

Le procès de militants « antipub » du collectif des Déboulonneurs du mardi 11 juin, a été renvoyé au 25 février 2013, le temps que la Cour de cassation statue sur des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) relatives aux prélèvements biologiques auxquels ils avaient refusé de se soumettre.
Les militants « antipub » étaient poursuivis pour avoir dégradé un panneau publicitaire, en 2009 à Paris mais aussi pour avoir refusé, en garde à vue, de "se soumettre au prélèvement biologique destiné à l'identification de leur empreinte génétique".
Les Déboulonneurs avaient cité comme témoin Catherine Bourgain, chercheuse en génétique humaine de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). La généticienne a expliqué que "le Fnaeg est beaucoup plus informatif qu'on ne le croit" et que "s'il était utilisé, un jour, de façon moins réglementée qu'aujourd'hui, on pourrait y puiser des informations sur les prédispositions génétiques de certaines personnes à développer des maladies ou sur l'origine géographique (européenne, asiatique, africaine, etc.) d'individus".
Contact : http://ldh-toulon

Brother



Criminalisation de l'action militante en Espagne

Face à la montée des luttes le pouvoir espagnol a décidé de réformer en profondeur le Code Pénal, la loi de Procédure criminelle et la loi Organique de Protection de la Sécurité des citoyens. A noter que l'Espagne possède déjà le Code Pénal le plus dur par rapport à celui des autres pays européens. L'Espagne a ainsi le taux de détenus le plus élevé d'Europe Occidentale. Parmi ces mesures de restrictions des droits, on assiste à un durcissement des sanctions contre les manifestations par l'application de la législation antiterroriste qui était jusqu'ici « réservé » aux basques. Avec cette législation, pourrait être condamnées pour attentat toutes les personnes participant à des mobilisations non autorisées par le gouvernement central dans les communautés autonomes. La réforme proposée prévoit que sera considéré comme « délit d'appartenance à une organisation criminelle » le fait de diffuser via Internet et les réseaux sociaux les appels à des rassemblements « protestataires susceptibles d'altérer gravement l'ordre public ».

Pétition au sujet d'une caméra de vidéo-surveillance devant un collège

Sur Paris, les caméras de vidéosurveillance se multiplient. D'après un texte municipal : « L'implantation des futures caméras se fera à partir d'une analyse très concrète et approfondie des points de congestion du trafic, des sites accidentogènes, des besoins relatifs à la sécurisation des grands rassemblements et des lieux touchés par la délinquance » (Préfecture de Paris – novembre 2009). C'est ainsi qu'une caméra vient d'être installée à l'entrée du collège Robert Doisneau du 20ème arrondissement! Les personnels en ont naturellement déduit que leur collège était considéré « comme un repère de délinquants ». Ils viennent de lancer une pétition au maire de Paris, au maire du 20ème , au nouveau ministre de la Réussite Educative, au ministre de l'aménagement du territoire et du logement et au préfet de police de Paris demandant « de retirer le plus rapidement possible cette caméra de vidéosurveillance qui ne fait qu'entretenir l'animosité et la suspicion ». A suivre…

Le Brésil lance l'uniforme scolaire à puce RFID contre l'école buissonnière

Une ville brésilienne du Nord-Est, Vitoria da Conquista (Etat de Bahia), a commencé à distribuer des « uniformes scolaires intelligents » pour maintenir ses élèves sous contrôle afin de lutter contre l'absentéisme scolaire qui atteindrait, paraît-il, 35% dans cette ville de 300 000 habitants.
Cette ville est dirigée par le Parti des Travailleurs (P.T.), situé à gauche…
Les portes de l'école seront équipées d'un détecteur relié à un ordinateur qui enverra un SMS aux parents lorsque l'élève pénètre dans l'école ou les préviendront s'il arrive en retard en classe. Il est prévu que l'année prochaine tous les élèves de plus de 14 ans de la région utiliseront ce vêtement dans laquelle le gouvernement local a investi quelques 670 000 $ (environ 530 000 euros). Les puces semblables à celles utilisées pour pister les animaux, sont placés sous chaque écusson de l'école ou sur une des manches du T-shirt, en dessous d'une phrase qui dit : « l'éducation ne transforme pas le monde. L'éducation change les gens et les gens transforment le monde » : belle citation du secrétaire à l'éducation de la municipalité, C. Moraes, qui ajoute que ces puces ont « un système de sécurité qui rend pratiquement impossible la falsification. »
C Moraes affirme que d'ici 2014, 43 000 enfants âgés de 4 à 14 ans dans 203 écoles devront porter ces « uniformes intelligents » dans les écoles publiques de la ville. Les uniformes peuvent être lavés et repassés sans endommager les puces ! Il ajoute « Nous sommes la première ville au Brésil, et peut-être au monde, à utiliser ce système. Il y a un grand engouement pour ces uniformes au Brésil ? Nous avons probablement démarré une tendance » Bzzzz…

« L'usine à gaz » du futur plus gros fichier de police !

Par rapport à notre rubrique du mois dernier, nous en savons un peu plus sur ce qui se met en place au niveau de la fusion du fichier de police (STIC) et de celui de la gendarmerie (JUDEX). Rectifions déjà le fait que ce nouveau fichier ne s'appelle pas « Traitement de procédures judiciaires (TPJ) » mais « Traitements d'antécédents judiciaires (TAJ) ». De plus le STIC ne ficherait pas seulement 38 millions de personnes (qui ne sont que celles qui ne sont fichées que comme victimes) mais 44,5 millions soit 68 % de la population résident en France. En effet, le STIC contient 6,5 millions de personnes fichées comme suspects, soit 10% de la population ! Notons déjà que la CNIL a été amenée à constater que des personnes fichées en tant que suspectes n'étaient en fait que des victimes… Tous les ans depuis 2001, la CNIL publie dans son rapport annuel d'activité le taux d'erreur estimé. Il était de 25% en 2001, 83% en 2008 et 79% en 2010. La CNIL estime que ces erreurs émanent des flics pour seulement 35% et du ministère de la Justice pour 65%.

Nous en savons un peu plus sur le fichier de gendarmerie JUDEX. Il a été créé en 1985 et est resté dans l'illégalité pendant 21 ans puisqu'il a été légalisé en 2006 ! JUDEX fichait en 2009 2,15 millions de personnes « mises en cause ». La CNIL estime qu'il contient 48% de fiches émanées d'erreurs. S'il n'y a eu aucun nettoyage réel des erreurs contenues dans le STIC, la gendarmerie nationale s'est lancée dans le nettoyage de JUDEX. Le résultat est éloquent ! Dix équivalents temps plein pendant 1 an de travail. Nos pandores ont « procédé à l'effacement de données relatives aux origines ethniques et raciales, à l'orientation sexuelle, aux opinions politiques, philosophiques, aux pratiques religieuses, aux appartenances syndicales, aux modes de vie et états de santé » qui ne peuvent figurer dans un fichier policier (d'après la loi…) que « lorsqu'elles sont des éléments constitutifs de l'infraction. » Au total 120 000 fiches ont été corrigées ou supprimées. Par rapport aux 2,15 millions de personnes fichées et aux 48% d'erreurs… le compte n'y ait pas !

Quant au nettoyage du STIC, cela ne semble pas du domaine du possible. Alors pour soi disant résoudre ce problème, le ministère de l'Intérieur a décidé d'interconnecter le nouveau fichier TAJ avec le fichier du ministère de la Justice utilisé pour enregistrer les informations relatives aux plaintes et dénonciations reçues par les magistrats dénommé « Cassiopée » (« Chaîne applicative supportant le système d'information oriente procédure pénale et enfants » !). Après enquête auprès du Syndicat de la Magistrature, le « Cassiopée » n'est pas à jour par manque de moyens et doit contenir également une foule d'erreurs dues à la complexité du système informatique, les problèmes de formation des magistrats, etc.. Le « Cassiopée » va donc rien nettoyer du tout !

Source : Jean-Marc Manach

Big Brother

LA CRISE AU MALI OU L'ECHEC DU MODELE DEMOCRATIQUE OCCIDENTAL

Depuis trois mois, le Mali est un pays coupé en deux depuis que les rebelles touaregs ont pris le contrôle des provinces du Nord. Après la partition du territoire ivoirien qui a duré de 2002 à 2011, un scénario similaire se reproduit dans un pays présenté jusqu'alors comme un pays modèle de « stabilité démocratique » et comme un « bon élève » du FMI et de la Banque mondiale. Comment expliquer cette crise politico-militaire qui a semblé prendre de court tous les pronostics ? Quelles sont les stratégies qui se dessinent du côté des Etats voisins et des puissances occidentales qui depuis des années ont multiplié les rencontres et les initiatives en matière de lutte « antiterroriste » dans ces territoires aux marges des Etats sahéliens et maghrébins ?

LE MALI : UN MODÈLE DE DÉMOCRATISATION EN TROMPE L'ŒIL

Revenons d'abord sur l'histoire politique de ce pays dont le territoire couvre une superficie plus de deux fois plus grande que la France alors que sa population atteint de nos jours à peine quinze millions.

Le territoire du Soudan français qui faisait partie de l'Afrique occidentale française (A.O.F.) est devenu indépendant en 1960, sous le nom de Mali [1]

L'Union soudanaise, dirigée par Modibo Keita, à l'origine section du Rassemblement démocratique africain (RDA), revendiquait alors une option « socialiste » et « panafricaine ». A ce titre, le régime de Modibo a créé avec le Sénégal une éphémère Fédération du Mali (dissoute en 1960), a fait évacuer par les militaires français les bases qu'ils occupaient en 1961 et a développé le franc malien en dehors de la zone franc (jusqu'au début des années 1980). Mais en 1968, le régime, affaibli, par des divisions internes est renversé par une junte militaire. Durant plus de deux décennies, le régime militaire dirigé par Moussa Traoré va davantage se rapprocher de la France sans toutefois remettre en cause les coopérations nouées avec les pays du bloc de l'Est. Déjà contesté par une première vague de révoltes scolaires au début des années 1980, le régime est balayé en mars 1991 par la contestation en faveur de la fin du monopartisme, au sein de laquelle les étudiants ont joué un rôle décisif ainsi que l'armée, qui, devant l'ampleur de la contestation choisit de lâcher le dictateur et d'organiser la transition vers un régime civil. C'est le général Amadou Toumani Touré qui est à la tête de ce processus et qui, à travers son surnom d'ATT, devient le symbole d'une transition « démocratique » aboutie en Afrique alors que dans d'autres pays (Togo, Gabon, Tchad, Burkina Faso…) les dictateurs françafricains ont finalement réussi à se maintenir au pouvoir.

Les élections multipartisanes organisées en 1992 ont débouché sur la victoire de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA) dirigée par Alpha Oumar Konare qui, au terme de deux mandats présidentiels, laisse la place à un ATT recyclé en politicien civil.

Au-delà d'une alternance politique apparemment réussie, durant ces deux décennies, le Mali a surtout connu la rigueur des plans d'ajustement structurel [2] tandis que les bons résultats en termes de croissance économique découlent surtout de l'extraction minière réalisée au bénéfice de multinationales surtout canadiennes et sud-africaines (de l'or surtout qui représente les trois quarts des recettes d'exportation). La classe politique, même si elle a évolué dans le cadre du multipartisme, n'a pas échappé à la corruption. Elle a finalement déçu les attentes d'une population qui demeure une des plus pauvres du monde et n'offre d'autre perspective à la jeunesse que le chômage y compris pour les plus diplômés. C'est ce qui peut expliquer la facilité relative avec laquelle quelques militaires subalternes ont pu mettre un terme à cette légalité institutionnelle tant vantée de l'extérieur.

LA CRISE POLITICO-MILITAIRE INTERNE AU MALI DEPUIS LE COUP D'ETAT DU 22 MARS

Alors que le deuxième mandat d'ATT touchait à son terme, un coup d'Etat mené par un groupe d'officiers subalternes est venu mettre un terme au fonctionnement institutionnel instauré depuis 1992. Le nouveau pouvoir du Comité national de redressement de la démocratie et de restauration de l'Etat (CNRDRE), dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, a justifié son existence par l'incapacité du régime d'ATT à répondre au défi de la rébellion touarègue, ainsi qu'à la corruption croissante au sein de la classe politique au pouvoir. On y a parfois ajouté les soupçons de fraude électorale notamment à cause du manque de fiabilité des fichiers électoraux

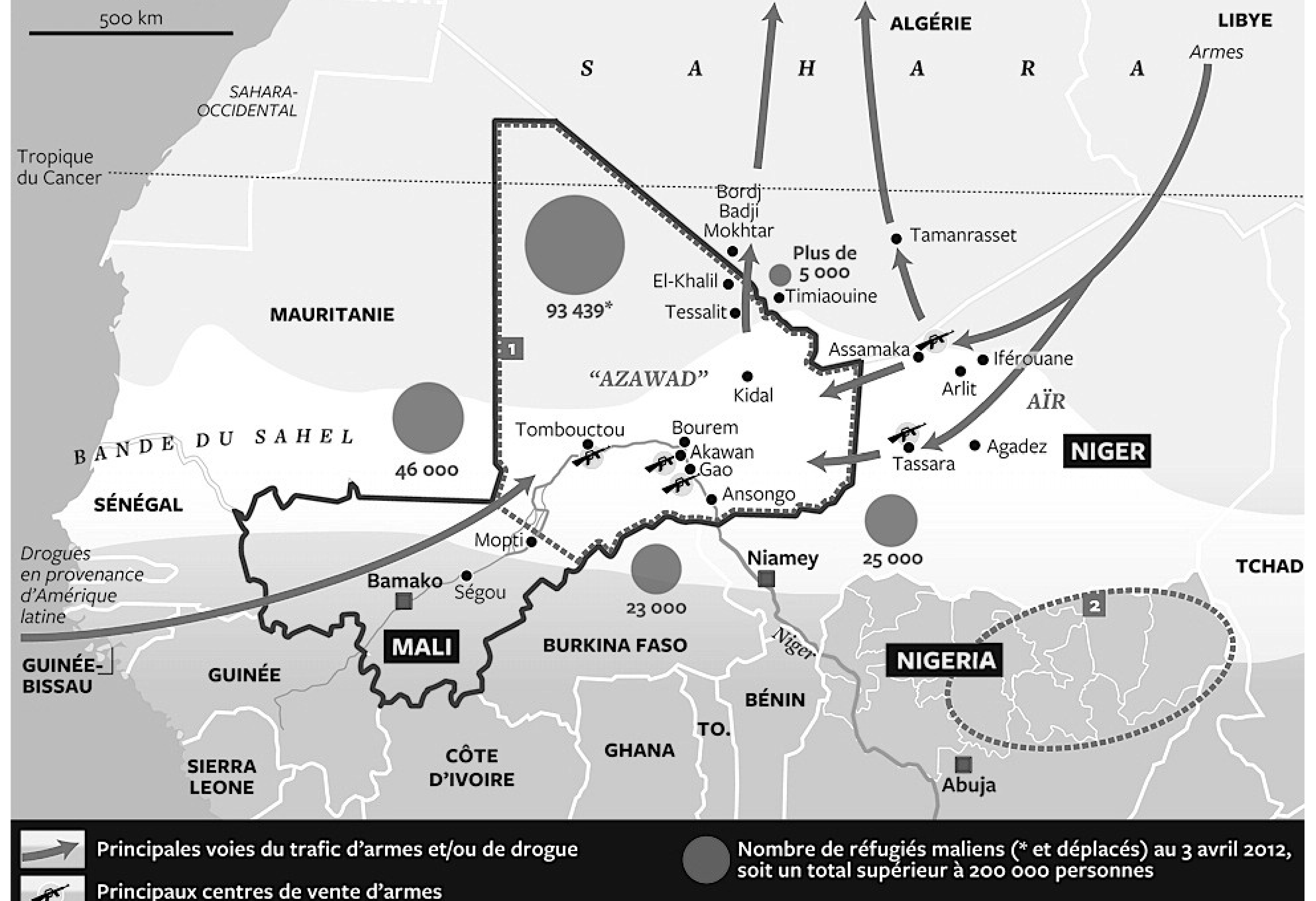
Pour asseoir son pouvoir, le CNRDRE a tenté de faire appel à des éléments de cette classe politique mais cette dernière a fait bloc à travers un « front du refus » : le Front Uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la république (FDR) où l'on retrouve les leaders des principales formations représentées au Parlement comme l'Alliance pour la démocratie au Mali

1. Ce nom a été choisi en référence à l'« empire du Mali », l'un des grands ensembles politiques qui ont marqué l'histoire ouest-africaine (du XIIIe au XVe siècles)

2. Le rail malien a ainsi été privatisé et vendu à une société canadienne. C'est ce qui a entraîné le licenciement d'une grande partie des cheminots et en réaction, la constitution d'un Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail malien (Cocidirail) qui s'est opposé à cette privatisation.



L'Afrique sahélienne en ébullition



(ADEMA) ou l'Union pour la république et la démocratie (URD) ainsi que les syndicalistes de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM). A l'opposé, les soutiens politiques des putschistes sont venus d'une « gauche » antimondialiste et nationaliste, incarnée par des figures comme Oumar Mariko, le député du parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI)[3], Aminata Traoré, l'ancienne ministre de la Culture, connue pour ses prises de positions contre la mondialisation libérale, Hammadoun Amion Guindo, le dirigeant de la Centrale des syndicats de travailleurs maliens (CSTM) ou encore l'écrivain Seydou Badian Kouyate, ancien compagnon de Modibo Keita. Le soutien politique initial aux putschistes qui a été le fait du mouvement populaire du 22 mars (MP 22) s'est ainsi élargi au sein de la « société civile » dans le cadre de la Coordination patriotique des organisations démocratiques du Mali (COPAM).

La COPAM s'est à la fois déclarée hostile à la classe politique traditionnelle en manifestant devant le Parlement dont la majeure partie des députés s'est opposée aux militaires ainsi qu'à la CEDEAO qui a fait pression sur le CNRDRE pour un retour rapide à la légalité constitutionnelle.

Dans un premier temps, le nouveau pouvoir militaire a paru en perte de vitesse, notamment lorsqu'il a enregistré la perte des trois régions du Nord (Kidal, Tombouctou et Gao) et qu'il a du faire face aux condamnations du coup d'Etat sur le plan international. C'est pour cela que le chef de la junte, Amadou Sanogo n'a pas pu mener à bien son projet de convention nationale qui visait à éliminer du jeu la classe politique liée à l'ancien régime. Il a du composer avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a condamné le putsch et concéder la création d'un gouvernement de transition avec un chef de l'Etat, Dioncounda Traoré, et un Premier ministre, Cheick Oumar Diarra[4].

Mais cet accord-cadre imposé par la CEDEAO s'est révélé ambigu et même impraticable, D'une part, il prévoyait que l'intérim prendrait fin au bout de 40 jours au maximum lorsque auraient été organisées les élections présidentielles, ce qui était matériellement impossible… Ensuite, il laissait s'installer une situation de double pouvoir de fait car, sur le terrain, la majeure partie des militaires sont restés favorables au capitaine Sanogo.

Les affrontements qui ont eu lieu les 30 avril et 1er mai entre les bérets rouges de la garde présidentielle d'ATT et les bérets verts favorables au CNRDRE lorsque les seconds ont repoussé victorieusement les attaques des premiers l'ont d'ailleurs confirmé.

Le 20 mai, un nouvel accord-cadre avec la CEDEAO a reconduit Dioncounda Traoré pour un an dans ses fonctions. En réaction, la COPAM a organisé une convention nationale destinée à mettre en place une formule de transition alternative à celle de la CEDEAO. Dans ce contexte, un groupe de manifestants a réussi à s'introduire dans le bureau présidentiel et a blessé

3. Oumar Mariko a été la figure de proue du mouvement étudiant du début des années 1990 qui a contribué à renverser le régime de Moussa Traoré et qui s'est aussi opposé aux politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI.

4. Dioncounda Trao-ré était le président de l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) le principal parti représenté à l'Assemblée nationale et de ce fait était le président de l'Assemblée. Quant à Cheikh Oumar Diarra, c'est l'« Africain de la NASA » qui s'est fait connaître par son action pour développer l'Internet en Afrique ; c'est donc un représentant de l'élite malienne mondialisée branchée sur les nouvelles technologies; il est également le gendre de l'ancien dictateur Moussa Traoré sans oublier aussi sa proximité affichée avec l'actuel dictateur burkinabé Blaise Compaoré.

Dioncounda Traoré qui a ensuite été hospitalisé en France. A la suite de cet événement mis sur le compte des militants les plus radicaux de la COPAM, des arrestations ont eu lieu parmi ces derniers. La tension est retombée depuis mais on n'est pas au bout de cette crise qui dépend notamment des développements de la situation au nord du pays.

Au sud du Mali, et particulièrement à Bamako, la classe politique et la société civile sont désormais divisées en deux camps : d'un côté, la vieille classe politique « démocratique » qui voudrait maintenir ses privilèges, de l'autre une « gauche » nationaliste et anti-impérialiste qui soutient les militaires putschistes sans recul critique alors que ces militaires sont loin d'avoir un projet politique clair…

LA RÉBELLION TOUARÈGUE AU NORD ET LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES ISLAMISTES ARMÉS

La question touarègue s'est posée dès l'indépendance. Les Touaregs du Mali s'étaient alors révoltés contre le découpage frontalier qui les séparait des tribus voisines installées sur le territoire algérien. La répression menée en 1963 par le régime de Modibo Keita est restée dans les mémoires. Avec la fin du régime de Moussa Traoré, les Touaregs se sont à nouveau soulevés en 1990 dans le cadre des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad. Après des années d'affrontements militaires avec l'armée malienne ainsi que des milices Gandakoye levées parmi les populations « sédentaires » (Sonrhaïs, Peuls…), un accord est conclu en 1996 prévoyant notamment l'intégration de combattants touaregs au sein de l'armée malienne. Le 27 mars, à Tombouctou, les MFUA et les milices Gandakoye ont officiellement été dissoutes et des armes détruites symboliquement. Mais dix ans plus tard une nouvelle rébellion a lieu en mai 2006. Elle se solde par de nouveaux accords, conclus à Alger, avec des mesures similaires d'intégration de combattants touaregs dans les forces de sécurité maliennes ainsi que des investissements en faveur du développement économique du Nord.

Les rébellions touaregs ont toujours eu lieu dans un contexte particulier d'affaiblissement relatif des capacités de contrôle des Etats environnants. Les événements survenus ces derniers mois ne font pas exception. La chute de Kadhafi provoquée par les conséquences du « printemps arabe » mais aussi par les visées impérialistes des puissances occidentales a joué un rôle déterminant. Le Mouvement de libération nationale de l'Azawad créé en novembre 2011 a été pour une bonne part renforcé dans son aile militaire par des combattants issus des rangs de l'armée libyenne, comme le chef d'état-major des forces du MLNA Mohammed Ag Najem, puis ensuite par des défections au sein de l'armée malienne. Les attaques menées à partir du 17 janvier par le MLNA ont débouché sur des victoires successives sur les forces maliennes qui ont fragilisé le régime d'ATT jusqu'au coup d'Etat du 22 mars. Cette victoire sur le terrain militaire a été parachevée dans les jours qui ont suivi avec la chute des trois capitales régionales, Kidal, Tombouctou et Gao.

Or, après cette victoire militaire du MLNA, de manière paradoxale, on a assisté à la montée en puissance sur le terrain d'autres acteurs : des mouvements armés islamistes comme Ansar Dine ou le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) réputés liés à l'activité d'Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI). Alors que le MLNA s'est présenté à l'origine de sa création comme un mouvement laïque refusant tout amalgame avec le projet islamiste d'imposition de la charia au Mali, on l'a vu ensuite nouer une alliance avec Ansar Dine dirigée par Iyad Ag Ghali, un personnage controversé au sein des Touaregs. D'abord aux côtés des rebelles touaregs dans les années 1990, puis proche d'ATT dans les années 2000, il s'est converti à l'intégrisme religieux depuis quelques années. Ses liens avec AQMI qui datent de l'époque où il servait de médiateur dans les affaires de prises d'otages expliqueraient les moyens matériels dont il dispose aujourd'hui sur le terrain. On a donc assisté à un certain nombre de défections des rangs du MLNA vers Ansar Dine. Le MLNA est aujourd'hui fragilisé au sein même de l'Etat de l'Azawad qu'il a proclamé le 6 avril. C'est ce qui explique la tentative de rapprochement entre les deux mouvements en vue de la mise en place d'un gouvernement provisoire de l'Azawad. Mais l'accord signé le 26 mai a finalement été dénoncé par le MLNA, puisqu'il a été désavoué par la plupart des cadres de ce mouvement quand ils en ont été informés. Le point de divergence semble être l'application de la loi islamique. Il y a sans doute des raisons internes à la société touareg qui n'est pas disposée à accepter l'ordre public que tente d'imposer Ansar Dine, comme on a pu le voir à travers les manifestations de femmes qui ont eu lieu à Kidal contre l'application de la charia. Mais ce qui explique aussi cette volte-face, c'est qu'un tel accord réduit à néant la stratégie internationale du



MLNA tant au niveau de sa communication dans les pays occidentaux que des possibilités de repli sur des bases arrière situées dans des zones frontalières en Algérie et en Mauritanie. A la suite de l'échec de cet accord, des affrontements ont eu lieu sur le terrain entre les deux mouvements… Cette incohérence dans la stratégie du MLNA ne fait qu'ajouter des questions à celles que l'on peut se poser sur ce mouvement dont certains combattants ont commis des exactions sur la population civile dans les villes dont il a pris le contrôle (Human Rights Watch, 30 avril 2012)[5].

LA CRISE MALIENNE : UN RÉVÉLATEUR DE L'INCONSÉQUENCE DES ORGANISATIONS INTER ÉTATIQUES AFRICAINES ET DE LEURS MENTORS OCCIDENTAUX

Les pays africains, au-delà des discours formels (condamnations du coup d'Etat, attachement à l'intégrité territoriale du Mali), ne sont pas toujours sur la même ligne par rapport à ce qui est en train de se jouer. Certains chefs d'Etat, comme le Nigérien Mahamadou Issoufou ou encore le Béninois Yayi Boni qui préside aussi l'Union africaine, poussent à une intervention directe de la CEDEAO qui serait soutenue par l'ONU, avec un contingent de 3000 hommes qui serait déjà opérationnel. D'autres, comme le Burkina Faso, jouent davantage la carte de la médiation, une tâche dans laquelle Compaoré, le dictateur françafricain, se complaît, ce qui permet de faire oublier les contestations internes qui ont fait vaciller son régime à plusieurs reprises, encore dernièrement en 2011[6].

L'Algérie officiellement est opposée aux interventions extérieures, mais officieusement elle est accusée à travers l'action de ses « services » de manipu-

5. Une autre question que l'on peut se poser est celle de la légitimité de l'Etat de l'Azawad, par rapport aux populations autres que les Touaregs qui vivent dans le nord du Mali.

6. Cette attitude trop « négociatrice » du Burkina Faso face aux groupes rebelles lui est aussi reprochée par rapport à la junte militaire, par les mêmes chefs d'Etat au sein de la CEDEAO.

7. Rappelons que le Groupe de prédication salafiste de combat (GSPC) qui a précédé AQMI serait pour une bonne part une « invention » de la Direction du renseignement et de la sécurité de l'Algérie, afin de maintenir la rente de situation antiterroriste dont bénéficient les sécurocrates algériens, auprès des puissances occidentales…


Centre d'accueil

ler les acteurs touaregs mais aussi islamistes[7] .

Les puissances occidentales ont suspendu leur coopération avec le Mali lorsque la junte a pris le pouvoir. Elles semblent prêtes à faire voter par le Conseil de sécurité une résolution d'appui à l'intervention de la CEDEAO. Mais la question est celle de la faisabilité d'un tel projet. S'il s'agit de reprendre les villes du Nord abandonnées presque sans combattre par l'armée malienne, cela peut se concevoir. Mais, au-delà, le contrôle des vastes étendues désertiques où peuvent se déplacer des groupes rebelles ayant la connaissance du terrain est un projet qui semble totalement hors d'atteinte.

C'est en tout cas un énorme camouflet pour la « lutte antiterroriste » développée depuis plus d'une décennie dans cette région avec l'appui des grandes puissances notamment les Etats-Unis. Dans le cas de la France, la débâcle est encore plus flagrante : malgré une importante coopération militaire datant de nombreuses années, l'armée malienne s'est retrouvée incapable de faire face à cette nouvelle rébellion touarègue. Tout le « savoir-faire » militaire déployé depuis la colonisation dans le contrôle de ces zones désertiques[8] n'a pas pu empêcher qu'elles deviennent le sanctuaire de groupes armés capables de contrôler aujourd'hui la moitié du territoire malien. Tous les barbouzes qui ont été envoyés dans ces zones n'ont pas non plus été d'une grande utilité quand ils n'ont pas été eux aussi la cible d'enlèvements…

On peut alors faire pas mal de supputations sur le degré d'instrumentalisation des groupes « rebelles » ou « terroristes » par les différents « services » étrangers qui interviennent sur le terrain mais à l'évidence, même si on ne sait pas tout de leurs agissements, la situation a échappé à ces professionnels de la manipulation et continue de leur échapper[9]

.

Néanmoins, entre les barbus et les barbouzes, quels que soient ceux qui tirent les ficelles et ceux qui tirent les marrons du feu, il n'y a pas de quoi se réjouir car ce nouvel épisode de la « guerre contre le terrorisme » en Afrique saharienne et sahélienne risque encore de renforcer les « fous de Dieu » : ils pourront se présenter ici comme en Irak, en Afghanistan ou en Somalie, comme les seuls combattants capables de mener à bien la lutte contre l'Occident. Cette nouvelle intervention impérialiste risque aussi de nous ramener à des clichés coloniaux où les « hommes bleus » du désert ont pu à la fois fasciner et inquiéter selon les circonstances… Dans ce contexte où nos media sont obnubilés par le spectacle du « terrorisme islamique »[10] (photos d'otages occidentaux avant leur disparition ou en captivité) et par l'« application de la charia » (images de femmes voilées ou de bouteilles d'alcool détruites), la situation dramatique des populations du nord Mali sur le plan alimentaire ou encore l'afflux de réfugiés à l'intérieur du pays comme dans les pays voisins risque de s'aggraver tout en suscitant beaucoup moins d'intérêt[11] .

Pascal



8. Dans les années 1990, les militaires français ont développé un programme de coopération visant à recréer des compagnies de méharistes…

9. On peut aussi se demander si l'agenda caché de la France au Mali ne l'a pas incité à laisser tomber le régime d'ATT auquel il pouvait reprocher de ne pas lutter assez efficacement contre AQMI, sans parler du différend sur l'accord de contrôle des flux migratoires que le Mali a toujours refusé de signer contrairement aux autres pays africains.

10. Ainsi dans le cas du Nigeria, on nous parle régulièrement des violences perpétrées par la secte Boko Haram mais on a fait l'impasse sur la grève générale qu'a connu le Nigeria au mois de janvier 2012 pour faire baisser le prix des carburants... Comme si les luttes sociales n'avaient pas droit de cité dans un continent voué uniquement à des affrontements interconfessionnels ou interethniques…

11. 200 000 personnes ont été déplacées depuis le début du conflit au mois de janvier et, selon Oxfam, ce sont 3 500 000 Maliens qui risquent d'être touchés par la pénurie alimentaire consécutive aux mauvaises récoltes dues à une mauvaise saison des pluies ainsi qu'aux difficultés de communication et au détournement de l'aide alimentaire par les groupes armés.

PALESTINE/ISRAËL : L'INSUPPORTABLE STATU QUO SIONISTE

Pierre Stambul

Les dirigeants sionistes ont pu dans le passé se diviser sur la stratégie à suivre. Mais ils ont toujours été unis sur leur finalité : transformer les Palestiniens en indigènes marginalisés qui ne seraient plus en situation de revendiquer leurs droits.

L'OAS AU POUVOIR

La chasse aux Africains est ouverte en Israël. Le ministre de l'Intérieur Eli Yishaï, membre du Shass (un parti intégriste « séfarade ») déclare tranquillement : « la plupart des gens qui arrivent sont musulmans et pensent que le pays ne nous appartient pas, à nous les Blancs ». Eli Yishaï a des parents venus de Tunisie. Il oublie que ceux-ci ont été traités de « Schwartz » (Noirs) par d'autres racistes israéliens qui les trouvaient inassimilables.

Député de « l'Union Nationale », un parti d'extrême droite, Aryeh Eldad suggère qu'on ouvre le feu sur les « infiltrés » (= les Noirs). Israël n'est bien sûr pas le seul pays dont les dirigeants ont des comportements ignobles vis-à-vis des immigrés. Simplement au nom du sionisme, le racisme à l'état pur n'y avance plus masqué.

Benyamin Nétanyahou souligne que ces Africains portent atteinte au « caractère juif de l'Etat ». Il fait construire plusieurs centres de rétention dans le désert du Néguev, un mur électrifié entre Gaza et la Mer Rouge et il s'oppose à la scolarisation des enfants d'immigrés.

A Tel-Aviv, des milliers de pogromistes en herbe ratonnent aux cris de « Israël est pour les Juifs et le Soudan pour les Soudanais ».

Quand le racisme se mêle à l'intégrisme, la parole n'a plus de limite : Shmuel Eliyahu, grand rabbin de Safed a exhorté les Juifs à refuser de louer tout appartement à des Arabes. Ovadia Yosef, fondateur du Shass, en a rajouté une couche : « vendre à un non-juif, même très cher, est interdit ». Il avait déjà expliqué que les Palestiniens étaient des serpents et que la Torah disait qu'on pouvait tuer leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux …

Dans les prisons israéliennes, il y a 4 700 prisonniers politiques palestiniens. Tous les partis politiques sont touchés : Marwan Barghouti (Fatah), le président du Parlement (Hamas) et toute la direction politique du FPLP sont en prison. 2000 de ces prisonniers ont mené une grève de la faim d'un mois. Ils ont gagné sur leurs revendications : fin de la détention administrative (qui permet la détention illimitée sans jugement), des mauvais traitements et de l'isolement, droit de visite pour les familles de prisonniers originaires de Gaza. Dès la fin de cette grève ignorée par les médias occidentaux, Israël a violé l'accord.

Le pouvoir fait savoir aux Palestiniens d'Israël qu'ils n'ont aucun droit. Un de leurs dirigeants, Ameer Makhoul a été condamné à une lourde peine de prison pour « espionnage ». Les terres des Bédouins du Néguev ont été presque toutes confisquées. Les destructions de villages jugés « illégaux » sont incessantes. Le KKL (fond national juif) a même organisé un stage de formation un peu spécial pour des lycéens : « comment détruire un village bédouin sous la protection de l'armée ».

OCCUPATION, COLONISATION, APARTHEID, RACISME, FRAGMENTATION DE LA PALESTINE …

Chaque jour de nouveaux logements sont construits à Jérusalem Est ou en Cisjordanie. Des colonies dites « illégales » sont légalisées. On sait depuis belle lurette que l'armée protège systématiquement les colons et les aide à construire ou à attaquer la population palestinienne. Fin avril, les colons « illégaux » de Yitzhar ont attaqué avec des armes à feu des écoliers palestiniens rentrant de l'école. Présente, l'armée … a protégé les colons.

Régulièrement, des maisons palestiniennes sont occupées ou détruites.

A Gaza le blocus continue et les méthodes meurtrières déjà utilisées contre les flottilles précédentes venues briser le blocus sont aujourd'hui bien rodées.

La troisième session du tribunal Russell réunie au Cap (Afrique du Sud) en novembre 2011, a conclu que l'Etat israélien est coupable du crime d'apartheid vis-à-vis du peuple palestinien. La moitié des 12 millions d'habitants qui vivent entre Mer Méditerranée et Jourdain est palestinienne. Ils sont privés de tout : de travail, de terres, de logements, d'eau, de droits politiques … Le jugement du tribunal Russell a été ignoré des médias occidentaux qui continuent de propager la fiction « d'Israël seule démocratie du Proche-Orient ».



La stratégie israélienne vise à fragmenter les Palestiniens. Ils sont à la fois enfermés dans des espaces de plus en plus réduits et soumis à des statuts différents : Gaza, Jérusalem Est, la Cisjordanie (elle-même fragmentée en trois zones, la zone C étant de fait annexée), les Palestiniens d'Israël (avec des discriminations particulières contre les Bédouins), les réfugiés. Toute solution politique qui ignorerait cette fragmentation, ferait le jeu de l'occupant.

CONSENSUS SIONISTE ET IMPUNITÉ

Il y a belle lurette que le sionisme a gommé les différences idéologiques. La coalition que dirige Nétanyahou avec Lieberman regroupe toute l'extrême droite laïque et religieuse et surtout les représentants des colons. Ehud Barak, mouillé dans divers scandales et auteur de crimes de guerre pendant le massacre de « Plomb Durci » a quitté un parti travailliste moribond et il est toujours ministre. Le parti Kadima, fondé par Sharon, a d'abord nommé à sa tête un général poursuivi pour crimes de guerre (Shaul Mofaz) avant de rallier le gouvernement Nétanyahou. Une nette majorité de la Knesset (le Parlement) a voté pour la levée de l'immunité parlementaire d'Haneen Zoabi, députée palestinienne du Balad (un parti qui défend les droits des Palestiniens d'Israël) qui était sur le Mavi Marmara, le ferry-boat turc mitraillé.

En Israël, l'opinion pense que le rapport de force est tellement favorable que tout est permis. La transformation de la Palestine en bantoustans encerclés et éclatés devrait être éternelle pour cette opinion. Ce sentiment est renforcé par l'attitude de la « communauté internationale ». Le refus de l'ONU d'admettre la Palestine en son sein a montré que la solidarité occidentale et surtout américaine sera sans fin. Elle est sans fin en toute connaissance de cause : les dirigeants occidentaux sont totalement liés à cet Etat d'Israël surarmé, morceau d'Occident en plein Proche-Orient et pièce maîtresse pour le contrôle de la région. Un Etat d'Israël vivant en paix et sur un pied d'égalité avec ses voisins ne les intéresse pas. Israël continue de recevoir de nombreux investissements étrangers. Cette économie où 60% du budget est consacré à l'armement et aux technologies de pointe est performante pour les maîtres du monde. Dernière preuve éclatante de cette complicité : l'invitation par le Parlement européen du dirigeant d'un bloc de colonies (Shomron).

La Bourse de Tel-Aviv continue de flamber. L'ultra libéralisme continue de démanteler la protection sociale. Une partie de la population israélienne exprime des sentiments de refus ou s'engage dans des luttes (le mouvement des « tentes », les mouvements féministes ou ceux qui défendent les homosexuels), mais seule une toute petite minorité refuse le colonialisme et a fait la jonction avec les Palestiniens. Les lois se multiplient en Israël criminalisant toutes celles ou ceux qui refuseraient de reconnaître le caractère « juif et démocratique » de l'Etat ou qui prôneraient le boycott d'Israël.

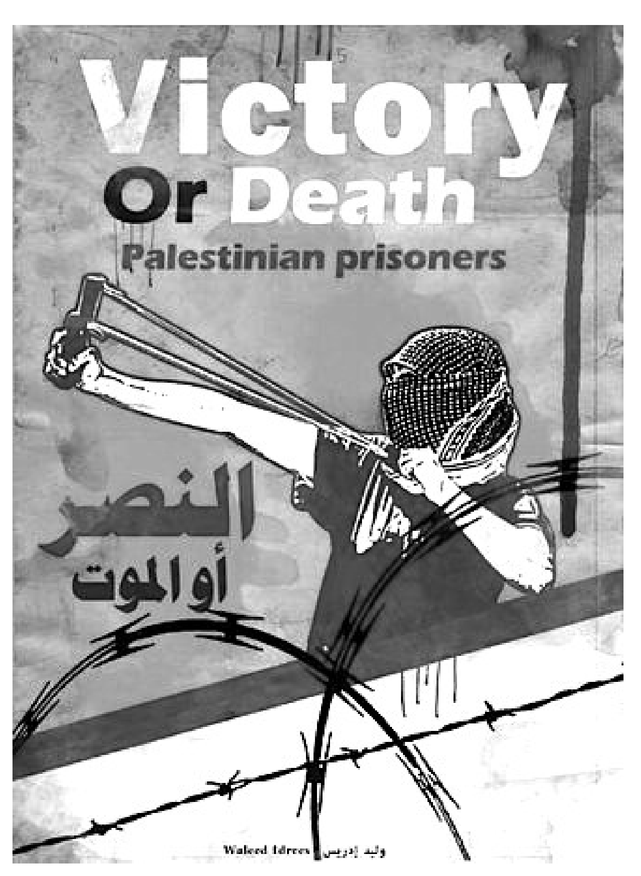
La mécanique bien rodée qui consiste à traiter d'antisémite quiconque critique Israël fonctionne à fond. Le « complexe de Massada » a fait le reste. La population israélienne est persuadée dans sa majorité que les victimes ont été, sont, et seront toujours les Juifs, que les Palestiniens poursuivent l'œuvre d'Hitler, et que les dirigeants israéliens « n'ont pas le choix ».

Aucune des mesures qui furent appliquées à l'Afrique du Sud de l'apartheid n'est appliquée vis-à-vis d'Israël. La construction du Mur qui balafre la Cisjordanie et la colonisation ont été déclarées « illégales ». Et pourtant les colonies déversent leurs produits à tarif détaxé sur les marchés européens. Les rapports sur les violations des droits des Palestiniens se multiplient. Et pourtant, la « communauté internationale » a sanctionné la population de Gaza, coupable d'avoir « mal » voté ou la Syrie, mais jamais Israël. La quasi-totalité des dirigeants israéliens sont coupables de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Ils sont pourtant reçus partout avec les honneurs.

La mesure qui avait le plus touché les dirigeants racistes sud-africains avait été l'exclusion de leur pays des Jeux Olympiques. Au Proche-Orient, on en est loin : Israël organisera l'an prochain les championnats d'Europe junior de football alors qu'un des footballeurs palestiniens (Mahmoud Sarsak), arrêté arbitrairement, risque de mourir de sa grève de la faim.

PALESTINE, LA FIN DES ILLUSIONS

Que reste-t-il de la gigantesque escroquerie qu'ont constituée les accords d'Oslo ? Rien, ou plutôt si : « l'Autorité palestinienne ». Arafat avait imaginé un processus compréhensible, intitulé « la Paix contre les territoires ». Il avait pensé pouvoir signer « la paix des braves » avec une branche du sionisme, celle des pères fondateurs réputés « socialistes ». Ces « socialistes » ont pourtant trempé dans tous les crimes perpétrés contre le peuple palestinien, de l'expulsion préméditée de 1948 à la



colonisation de 1967 en passant par la construction du Mur, les massacres de Gaza ou du Sud Liban etc.…

Non seulement l'Autorité palestinienne ne sera jamais l'embryon d'un Etat palestinien digne et viable, mais elle n'a pas su ou pu éviter le rôle qui lui avait été véritablement assigné par les accords : celui d'être une institution clanique (puisque redistribuant des subsides venus de l'étranger dans une société dont l'économie est presque entièrement détruite) et un instrument de collaboration avec l'occupant. L'Autorité assume son rôle de police et de garante « d'accords » qui n'ont plus aucun sens. Mahmoud Abbas et le Fatah ont accepté toutes les humiliations, toutes les pseudo négociations sous direction américaine. Leur but principal a sans arrêt été la récupération de Gaza face au Hamas. Il est significatif que les deux dirigeants qui ont publiquement regretté la chute de Moubarak ont été Abbas et Nétanyahou. Depuis fort longtemps, l'Autorité palestinienne subit sans pouvoir réagir une annexion qui n'est plus rampante (la frontière internationalement reconnue n'existe plus), des incursions quotidiennes et des destructions de maisons. Elle continue de revendiquer un mythe (un Etat palestinien aux côtés d'Israël sur 22% de la Palestine historique siégeant à l'ONU) alors que l'occupant a totalement détruit la faisabilité de ce projet et que tout est fait pour que l'installation de plus de 500 000 colons soit irréversible.

La nomination de Salam Fayyad comme Premier ministre palestinien est significative. L'ancien homme du



FMI a pour programme de mettre entre parenthèses la question de l'occupation en développant une bourgeoisie d'affaires. Ramallah se couvre de grands hôtels pendant que le reste de la Palestine s'enfonce dans la pauvreté et le désespoir.

Le Hamas a réussi à survivre malgré l'hostilité de la communauté internationale et sa complicité avec Israël. Mais sa stratégie est dans l'impasse. Isolé et de plus en plus autoritaire face au pluralisme de la société palestinienne, il n'a aucune perspective à offrir. Il y a deux ans, des jeunes Gazaouis avaient lancé un appel sur Internet : « merde à l'occupation, merde à l'Amérique ». Ils y avaient ajouté : « merde au Fatah, merde au Hamas ». Le processus révolutionnaire en Egypte a certes allégé la violence du blocus mais la revendication de liberté, d'égalité sociale et dignité exprimée dans les rues du Caire ne correspond pas vraiment aux valeurs du Hamas.

L'AUTRE PALESTINE

Fatah et Hamas ne sont pas les seuls partis politiques palestiniens. Il y a une floraison de petits partis politiques de gauche. Le FPLP a abandonné la lutte armée depuis longtemps. Il a acquis et conservé un grand prestige grâce au courage opiniâtre de ses militantEs. Il est à la tête de quelques municipalités (dont celle de Bethléem) et anime plusieurs camps de réfugiés. On l'a vu organiser des manifestations gigantesques à Gaza contre la division palestinienne. Il commence à y avoir une relève générationnelle dans ce parti.

D'autres dirigeants politiques de la gauche palestinienne ont conservé une influence certaine, comme Mustapha Barghouti qui s'était présenté contre Abbas lors des dernières élections présidentielles.

Si la Palestine ne plie pas malgré le rouleau compresseur colonial, c'est avant tout parce qu'il y a dans la « société civile » une floraison d'associations. Elles sont de toutes sortes : associations de paysans, d'artisans, d'aide aux plus démunis, associations organisant les camps de réfugiés, comités populaires luttant contre le Mur de l'apartheid, associations soutenant les prisonniers, les femmes battues … La société civile pratique une résistance non armée (terme plus correct que non violente) avec des manifestations régulières contre le mur, les incursions des colons et les confiscations de terre. En face, l'armée israélienne fait preuve d'une violence extrême. Déjà 36 manifestantEs sont tombéEs, victimes de tirs de toute sorte et d'armes nouvelles.

L'avancée de la colonisation et la disparition de la « ligne verte » (la frontière internationalement reconnue) font qu'on est rentré de fait dans une lutte contre l'apartheid et les discriminations et pour l'égalité des droits dans un espace unique, de la Méditerranée au Jourdain..

En 2005, 172 associations palestiniennes, constatant que la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien était une impasse totale, ont lancé un appel mondial pour le BDS (boycott, désinvestissement, sanctions). Les trois revendications avancées sont la fin de l'occupation et de la colonisation, l'égalité des droits et le droit au retour des réfugiés. On remarquera que ces revendications sont plutôt en contradiction avec la « solution à deux Etats » qui sacrifie les Palestiniens d'Israël et les réfugiés.

En fait, l'appel au BDS privilégie les revendications et les formes de lutte sur une solution politique « à froid ».

L'appel au boycott concerne tous les domaines : commercial, économique, culturel, académique, sportif, politique … et il commence à remporter de grands succès.

LE RETOUR AU CRIME FONDATEUR

La guerre entre Israël et la Palestine n'a pas commencé en 1967. Les Palestiniens avaient fait une concession énorme en limitant leur revendication à 22% de la Palestine historique. L'occupant a consciemment détruit toute possibilité de réaliser ce projet et les Palestiniens qui y croient encore sont de plus en plus rares. Comme nous l'expliquait un Palestinien, représentant de la communauté des Palestiniens d'origine africaine de Jérusalem (en tournée en France) : « ceux qui défendent l'idée de deux Etats, c'est qu'ils n'ont jamais été en Palestine ».

Le crime fondateur (l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leur propre pays) a eu lieu en 1948 et le projet sioniste du « transfert » (l'expulsion) était déjà à l'œuvre depuis bien longtemps.

Le débat sur le sionisme n'est pas un débat académique. Cette idéologie nie l'existence et la légitimité du peuple palestinien sur sa terre. Elle propage le mythe meurtrier de l'exil et du retour des Juifs dans « leur pays ». La question de l'existence d'un Etat juif est centrale. Dans un tel Etat, les non Juifs deviennent des étrangers dans leur propre pays, privés de tout droit. Le mythe d'une coexistence avec un Israël sioniste s'est écroulé. Les Palestiniens n'ont pas et n'auront jamais dans le cadre du sionisme des partenaires pour une paix fondée sur l'égalité des droits.

Du coup, il y a un raidissement et une crispation chez de nombreux milieux juifs, même modérés. Il faut délégitimer Israël et c'est pour eux insupportable. Pourtant la réalité est têtue comme l'a exprimé le tribunal Russell en qualifiant d'apartheid ce qui est à l'œuvre.

Dans leur livre « Un Etat commun entre le Jourdain, et la mer », Eric Hazan et Eyal Sivan opposent à l'idée de deux Etats celle d'une utopie réaliste : l'Etat commun. Cette idée n'est sans doute pas encore hégémonique en Palestine, mais elle progresse et en tout cas, les luttes de résistance ne se situent plus dans le cadre de la revendication d'un Etat palestinien. Il faut d'ailleurs se souvenir que quand l'OLP avait décidé en 1988 d'accepter l'Etat d'Israël dans ses frontières d'avant 1967, il y avait eu de grandes résistances (Edward Saïd, le FPLP …) et l'ancienne revendication « d'un seul Etat laïque et démocratique » n'a jamais disparu.

La situation du peuple palestinien est actuellement dramatique. Mais elle n'est pas désespérée. Le projet central du sionisme, leur expulsion, a (sans doute définitivement) échoué. Le projet sioniste consiste essentiellement à gagner du temps et à institutionnaliser l'apartheid. Dans le consensus OAS qui est au pouvoir, tout sera utilisé : l'argument syrien (« il y a de vraies dictatures dans la région, pourquoi s'attaque-t-on à Israël ? ») ou l'argument iranien avec la menace régulièrement répétée d'une « attaque préventive ».

Pour l'instant, l'Etat d'Israël est globalement impuni. Il est protégé par les Etats-Unis et l'Europe. Rien n'est immuable au Proche-Orient. Une grande lutte anti-apartheid est en train de naître et de se développer. Dans le Sud des Etats-Unis ou en Afrique du Sud, de telles luttes avaient duré des dizaines d'années. Mais elles avaient partiellement abouti.

Pierre Stambul

ETAT ET MOUVEMENTS SOCIAUX (2e partie)

Ce texte dont nous avons publié la 1ère partie dans le numéro précédent de Courant Alternatif (n°221, juin 2012) a été écrit en février dernier par des militants brésiliens s'adressant à un public brésilien afin d'engager un débat sur la situation actuelle des mouvements sociaux de ce pays, après presque dix ans de gouvernements de gauche



Si on ne plante pas les champs, la ville ne dinera pas

Les mécanismes de domination capitaliste ne pénètrent pas seulement la classe travailleuse, mais ils se répandent et se renforcent à plusieurs niveaux, dans lesquels ne manquent pas les exemples de canaux d'informations et les collectifs médiatico-culturels qui cherchent à être l'expression idéologique de ce processus en cours.
C'est dans ce cadre que nous devons analyser l'évolution récente des mouvements sociaux, principalement le MST. La mobilisation de ces mouvements en faveur du vote pour Dilma Roussef au second tour des élections de 2010 semble avoir constitué une étape significative, signalant un passage clair dans le camp gouvernemental. Toutefois, cette évolution a correspondu à des tendances plus profondes, parce que le MST a établi des alliances pro-gouvernementales non seulement au niveau fédéral mais aussi à celui des États et, étant données les traditions clientéliste du milieu rural, les proclamations des directions nationales du MST en faveur de l'élection de Dilma et d'autres candidats du PT indiquent les difficultés de dépasser ce cadre

LE MST (MOUVEMENT DES SANS-TERRE) À LA REMORQUE DES POLITICIENS

Dans un *assentamento* [occupation collective légalisée ou « colonie »] donné, qui rencontrait déjà des difficultés structurelles à l'époque des campagnes électorales de 2005, la majorité des militants se sont absentés du lieu pour travailler à la candidature de militants politiques de partis de gauche, surtout du PT. Comme la politique a horreur du vide, l'absence de travail de base dans l'*assentamento* a permis à un groupe de colons évangélistes, qui ne partagent pas l'idéologie du mouvement d'accroître son influence, ce qui a provoqué une forte division à l'intérieur de l'*assentamento*. Quatre années plus tard, la fracture interne à l'*assentamento* était encore présente, et au cours d'un nouveau cycle électoral, la situation s'est répétée, aujourd'hui avec la circonstance aggravante de diviser le petit groupe de militants entre ceux qui travaillent pour le PT ou pour le PSOL (scission de gauche du PT). Quand les leçons appropriées ne sont pas tirées, cela signifie que le mal est situé à la racine.

Et les effets de ces mauvaises racines se mesurent dans la situation à Bahia, État où le MST dispose de la plus grande quantité de campements et où la direction au niveau de cet État est entièrement rattachée au gouvernement local du PT. En outre, grâce aux coordinations régionales comme celle du Sud-Ouest de Bahia (autour de Vitória da Conquista), le MST a adopté une posture immobiliste qui l'a placé à la remorque des conjonctures électorales locales au lieu de déterminer et de peser sur la conjoncture politique (plus importante que l'électorale) avec des actions directes contre le *latifúndio* [grands propriétaires terriens].

Le problème se répand partout. Dans le Paraná, la direction du MST a conclu un accord pour l'élection du candidat du Parti Démocratique Travailliste (PDT), Osmar Dias – frère de Álvaro Dias, du Parti Social-Démocrate Brésilien (PSDB) – membre d'une des plus grandes familles latifundistes de l'État. Simultanément, l'entrée de partis de gauche, comme le PSTU et le PSOL, dans les campements et les *assentamentos* leur a été interdite.

Face à ce type d'évènements en constante croissance, il est impossible d'expliquer chaque cas comme un phénomène particulier. Il s'agit d'une évolution tendancielle générale

LE RÔLE DE GILBERTO CARVALHO DANS LES MÉCANISMES DE DOMINATION

Dans l'analyse que nous présentons, il convient d'accorder une place de premier plan au rôle joué par le ministre-chef du Secrétariat Général de la Présidence de la République, Gilberto Carvalho[voir encart]. La *Conjoncture de la semain - Bilan d'un an de gouvernement de Dilma Roussef* élaborée par le Centre de Recherche et d'Appui aux Travailleurs (CEPAT) affirme que, dans une certaine mesure, Gilberto Carvalho est le principal responsable des négociations et des bonnes relations établies entre le gouvernement Dilma et les divers mouvements sociaux pendant l'année 2011[3]. Le profil de l'action et de la gestion des conflits de Gilberto Carvalho est nettement conciliant, ce

[3] Conjuntura da Semana. Balanço de um ano do governo Dilma Rousseff, Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT) e Instituto Humanistas Unisinos, 22 décembre 2011

qui en fait quelqu'un de respecté et considéré comme un interlocuteur légitime des mouvements sociaux dans leurs relations avec le gouvernement fédéral. Pour mettre en évidence cette fonction réalisée par Gilberto Carvalho, le CEPAT souligne que le ministre en chef *« était présent dans les débats du vote du salaire minimum, dans les incidents de la rébellion de Jirau, qu'il a servi de pare-chocs dans le débat sur Belo Monte, s'est longuement entretenus avec les syndicalistes, a reçu des commissions et des mouvements de toutes sortes et a servi, d'une part, de « pont » entre les revendications des mouvements sociaux et l'exécutif et, d'autre part, de porte-parole des positions du gouvernement »*[4].

Gilberto Carvalho lui-même dans une interview à *Valor Econômico*, précise mieux encore les intentions de Dilma lors de sa nomination au poste: *« Elle a eu une conversation très simple avec moi. Elle a dit: Gilbertinho, j'ai besoin de toi parce que je veux quelqu'un pour me rapporter la réalité des mouvements sociaux, les revendications, les carences, les crises, quelqu'un qui me sensibilise à cette souffrance du peuple, quelqu'un qui dise la vérité. Je ne veux jamais être trompée" »*[5]. Gilberto Carvalho indique encore que *« chaque ministère a un dialogue avec les mouvements sociaux. Mon domaine n'a pas le monopole de ces contacts, mais il est le lieu où, disons, s'organise ce dialogue. Cela a commencé avec le salaire minimum, pour lequel j'ai eu des réunions avec les syndicats »*. En effet, les centrales syndicales ne sont pas les seules instances placées dans le cadre des activités du ministre-chef. *« Sont également inclus ce qu'on appelle les mouvements populaires comme le MST, les mouvements indigènes, ceux des Noirs, des gays et des lesbiennes, bref, toutes les formes d'organisation de la société, ainsi que les ONG et les églises »*.

Dans cette même interview, Gilberto Carvalho commente la déclaration de Dilma au sujet du MST dans laquelle la Présidente affirme que, bien que la MST soit un mouvement allié, elle ne permettra pas ou n'établira aucun dialogue au sujet de l'invasion de terrains publics ou de propriétés productives. *« Ce que vous ne pouvez pas du tout imaginer, c'est qu'il puisse y avoir la criminalisation du mouvement sous ce gouvernement. Il n'y a pas de place pour cela. Nous allons essayer de convaincre les camarades que le dialogue est très important. Et, pour dialoguer avec le gouvernement, nous ne pouvons pas dialoguer en nous rendant complices de la moindre illégalité. Nous ne céderons jamais sur ce point »*. Gilberto Carvalho reconnaît que les conflits ne cesseront pas d'exister, mais en même temps il précise quelle sera la position du gouvernement sur ces litiges : *« Les actions vont se produire,*



peuvent se produire, mais ensuite il devra y avoir un recul. Nous ne sommes pas ici des militants, ici ce n'est pas un parti, ici il s'agit d'un gouvernement. Vous ne pouvez pas toujours faire ce qu'il vous plaît. Vous devez agir selon des paramètres. La position de la présidente suit cette ligne »[6].

Quand, au début de cet article, nous mentionnions les mécanismes de domination qui se répandent à l'intérieur de la classe travailleuse, c'est exactement à cela que nous nous référions. Le ministre Gilberto Carvalho est un des rouages les plus importants de ces mécanismes et sa posture conciliatrice se reflète évidemment dans les mouvements sociaux. Il doit être rappelé que sur le propre site Internet du MST, c'est Gilberto Carvalho qui a annoncé les conquêtes de la journée de lutte du 27 août 2011. On peut se reporter à la vidéo du ministre prise dans le campement de la Via Campesina[7]. *« [Nous agirons] toujours comme un gouvernement avec toutes les portes ouvertes, parce que le gouvernement vous appartient. Et le pays dépend fondamentalement de votre travail, pour continuer à être un pays qui produit des aliments. Et qui produit la générosité dans les cœurs vers une société de fait fraternelle et égalitaire »*, a déclaré le ministre aux travailleurs ruraux sans terre. Que dirait-on si un patron faisait un discours au syndicat se félicitant de la victoire d'une grève des travailleurs de son entreprise ?

Mais il ne s'agit pas seulement du ministre Gilberto Carvalho. Bien qu'il soit resté dans la coulisse ces dernières années [voir encart], José Dirceu n'a jamais perdu son importance politique et il est significatif qu'il ait participé à des réunions importantes avec la direction du MST de l'État de São Paulo, au cours des premiers mois de 2011**.**

DES LIENS ENTRE LE CAPITALISME ET LA CLASSE TRAVAILLEUSE

Par conséquent, en contrepoint des analyses faites par certains secteurs de la gauche, Luiz Dulci – secrétaire général de la présidence lors du gouvernement Lula [voir encart], il a été le prédécesseur de Gilberto Carvalho –

DEUX ACTEURS DE PREMIER PLAN

Gilberto Carvalho est un militant historique du PT, auquel il appartient depuis sa fondation. Sa trajectoire politique dans la gauche a été liée aux mouvements de base de l'Église Catholique, inspirés par la Théologie de la Libération, en commençant son militantisme dans la Pastorale Ouvrière. Après avoir appartenu à la Coordination Nationale de cette même organisation, Gilberto Carvalho a eu un importante trajectoire syndicale et partidaire en exerçant le poste de secrétaire général du PT pendant plusieurs années. Il est utile de rappeler – à cause de l'influence postérieure que cette activité aura dans son rôle d'interlocuteur avec les mouvements populaires – cette activité de coordination exercée par Gilberto Carvalho à l'Institut Cajamar de Formation, organisation créée par la CUT et le PT.

Luiz Soares Dulci est une figure de proue du PT. En plus de chef du Secrétariat général de la Présidence de la République, Dulci a été un des principaux coordinateurs de la campagne électorale de Luiz Inácio Lula da Silva en 2002. Après avoir milité dans la Convergence Socialiste pendant la dictature militaire, Luiz Dulci a intégré dès le début de la CUT l'*Articulação Sindical* [Articulation Syndicale], la principale tendance petiste" (du PT) depuis les années 1980. Il a toujours été présent parmi les cadres dirigeants nationaux du PT, a eu une importante trajectoire syndicale chez les enseignants et a joué un rôle de premier plan dans l'École Syndicale de la CUT à Belo Horizonte (Minas Gerais), en plus d'avoir été aussi député fédéral et avoir participé à deux administrations du PT dans la ville de Belo Horizonte. Sa principale fonction pendant les deux mandats de Lula consistait à renforcer l'interlocution du gouvernement fédéral avec des organisations et les mouvements de la société.

[4] NdT : Jirau, révolte ouvrière en 2011 dans le chantier d'un grand barrage (participations de GDF Suez et Alstom) situé près de la frontière avec la Bolivie [voir Rébellion ouvrière dans l'Amazonie" http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article983] ; Belo Monte : projet très contesté d'un gigantesque barrage (le troisième plus grand au monde) dans le bassin de l'Amazone (Nord-Est du pays) .

[5] Dilma a un autre style, mais la même ligne", Valor Econômico, 22 février 2011.

[6] [http://www.mst.org.br/video/Conquistas-da-Jornada-de-Lutas-da-Via-Campesina] [ ]

[7] NdT : En 2005, il a dû démissionner de son poste de chef de cabinet à la suite de poursuites judiciaires pour corruption active et pots de vin (achats de votes de députés de d'opposition et financement de partis politiques). C'est Dilma Rousseff qui prit sa succession auprès de Lula.

[8] Luiz Soares Dulci, Participação e mudança social no governo Lula", in Emir Sader et Marco Aurélio Garcia (orgs.), Brasil: Entre o Passado e o Futuro, São Paulo: Boitempo, 2010, p 144

présente un diagnostic intéressant sur le résultat des revendications populaires et des exigences de la société civile brésilienne. « *Certaines des manifestations les plus massives de ces vingt dernières années ont eu lieu précisément pendant le gouvernement de Lula, bien que les journaux télévisés presque toujours les ont omises ou disqualifiées, peut-être parce que dans la pratique elles démentent le (supposé) reflux des mouvements sociaux et l'attachement (inexistant) de la société civile à l'Etat* »[8] Loin de jeter l'éponge ou d'être cooptés, les mouvements sociaux ont été, selon Dulci, fondamentaux pour le renforcement de la gouvernementalité et de la légitimité des mandats de Lula. « *Pour vérifier cela, il suffit de se rappeler des trois marches de la classe travailleuse, organisées par les syndicats, toutes avec 40 000 ou 50 000 participants, les « Cris de la Terre» réalisés annuellement par la* CONTAG *[Confédération nationale des travailleurs agricoles], les campements nationaux du MST, les splendides « Marches des Marguerites », qui ont réuni 30.000 paysans de tout le Brésil sur l'Esplanade des Ministères [à Brasilia], sans oublier les journées de lutte de la jeunesse dans les mobilisations féministes et du peuple noir et dans les immenses « Parades Gay » qui se produisent périodiquement dans diverses capitales brésiliennes*».

Défendant cette « *méthode démocratique de gestion* », Luiz Dulci entend que toutes les actions décrites ci-dessus « *constituent déjà, en pratique, un véritable système national de démocratie participative* ». Pour avoir une idée de la dimension de telles pratiques, Dulci souligne que « *les politiques de développement, de création d'emploi et de revenu, d'inclusion sociale, santé, éducation, environnement, jeunesse, sécurité publique, droits des femmes, égalité raciale, démocratisation de la culture, entre tant d'autres, ont discutées dans 63 conférences qui mobilisèrent directement, au cours de leurs diverses étapes, plus de 4,5 millions de personnes dans près de 5000 municipalités brésiliennes – et sont en permanence surveillées et évaluées par les conseils de la participation sociale qui existent aujourd'hui dans tous les ministères* ».

Ce que décrit Luiz Dulci, en lui donnant des noms et lui attribuant des numéros, c'est le réseau de relations qui émanent du centre capitaliste, s'infiltre et se diffuse dans la classe travailleuse. Les coups de la police sont l'expression visible de la politique, en montrant aux travailleurs vers où ils ne doivent pas aller. Les voies ouvertes aux travailleurs sont autres, indiquées par des liens de plus en plus étroits qui unissent les mouvements sociaux et le champ gouvernemental. Et il ne s'agit pas seulement de liens politiques.



LES LIENS SONT ÉGALEMENT ÉCONOMIQUES

« *Un exemple notable de cette nouvelle manière de gouverner* », toujours selon Luiz Dulci, « *est le Programme Safra [Récolte] de l'Agriculture Familiale, qui a augmenté de 2.5 milliards de reales (R$) à 15 milliards de R$* [9] *le financement du secteur et est en train de promouvoir une authentique révolution dans la petite agriculture brésilienne, dans l'intérêt de trois millions de familles (environ 12 millions de personnes), en leur donnant un poids économique et une force politique qu'elles n'ont jamais eu. Il suffit de dire qu'actuellement, 70% du total des aliments consommés dans le pays provient de l'agriculture familiale. Ce saut de plus de 600% dans le financement est complété par l'assistance technique, par l'assurance agricole, par la garantie des prix et par le programme d'acquisition d'aliments* ».

Il convient de noter que le Programme Safra n'a pas été une initiative unilatérale du gouvernement fédéral. Selon Dulci, réaffirmant cette nouvelle méthode participativo-institutionnelle, le « *Programme Safra a été construit par le gouvernement en collaboration avec les principales organisations du secteur – la Confédération nationale des travailleurs agricoles (CONTAF), la Fédération nationale de travailleurs dans l'agriculture fa-*

[9] NdT : 1 Real = environ 0,42 Euro.



miliale (FETRAF), le Mouvement des petits agriculteurs (MPA) et le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), parmi d'autres – dans le Conseil national pour la sécurité alimentaire »[11].

Mais les montants et les sources de financement sont plus nombreux et plus diversifiés que ce qu'indique Dulci. D'un côté, le Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) a quadruplé entre les récoltes de 2002-2003 et celles de 2006-2007, montant à 10 milliards de *reales*. Les ressources destinées au Programme National d'Éducation dans la Réforme Agraire (PRONERA) et ses conventions avec les universités et écoles techniques publiques sont passées d'une moyenne annuelle de 10 millions de *reales* en 2003 à 35,4 millions en moyenne les quatre années suivantes.

Toutefois, ces chiffres doivent être comparés avec les montants distribués dans la même période à l'agriculture entrepreneuriale, sept fois plus que ce qui a été alloué à l'agriculture paysanne et familiale : 231,5 milliards de R$ pour l'agro-industrie contre 32,8 milliards de R$ pour l'agriculture familiale lors des récoltes de 2003/2004 à 2007/2008.

Même sur ce point, il convient de savoir que, selon la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES), «*en 2009, la Banque a resserré ses contacts avec les mouvements sociaux dans les domaines de la production agricole et de l'environnement. En ce sens, un dialogue a été établi pour soutenir les coopératives et les travailleurs sans terre, ce qui a été réalisé en partenariat avec la Banque du Brésil à travers sa stratégie commerciale de Développement Régional Durable (DRS) et de la Fondation Banque du Brésil (FBB)* »[10].

Mais les liens économiques ne s'établissent pas seulement avec les institutions gouvernementales.

Le MST dans des dynamiques d'intégration et de développement capitaliste

Le rapprochement du MST avec le gouvernement et ses instruments financiers s'est accompagné de son rapprochement avec les entreprises.

Récemment, plusieurs organismes de diffusion de la technocratie économique ont indiqué que « *l'entreprise Fibria, formée par la fusion entre Votorantim et Aracruz, a l'intention d'annoncer d'ici trois mois le projet d'un assentamento destiné à 1300 familles. Le partenaire de ce projet est le Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST), le même qui, il y a trois ans, a détruit le centre pour l'amélioration génétique de la société Aracruz à Guaíba (Rio Grande do Sul).* » Encore plus curieux, « *l'entreprise Fibria a reçu au mois d'août les leaders du MST lors de sa réunion annuelle stratégique.* » [11]

Notez que cette information a été rendue publique par la presse économique, que les travailleurs ne lisent pas, mais qui a été publiée sur le site du MST, qui en a fait état d'une façon, disons, assez sélective [12]

Ce projet de la société Fibria de construire un *assentemento* de 10 000 hectares dans l'intérieur de l'État de Bahia, a comme partenaire, en plus du MST, l'INCRA [Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire] et le gouvernement de l'État. En outre, le gouvernement de l'État, Jacques Wagner, a été un des politiciens dont la campagne électorale a été financée par la même entreprise Fibria. Comme l'a indiqué le président du conseil d'administration de Fibria, José Luciano Penido, l'*assentamento* aura pour base l'agriculture familiale et mettra l'accent sur l'éducation. « *Nous voulons enseigner aux jeunes du MST comment utiliser la science et l'éducation pour démanteler un antagonisme complètement inutile* »[13]. Il ne s'agit pas là d'un cas unique. Toujours dans la région de Bahia, le MST encourage les colons à s'intégrer aux programmes de production de la Petrobras [géant brésilien des hydrocarbures] – réalisés dans un régime de monoculture – de papayes pour le biodiesel.

L'insatisfaction apparue récemment à l'intérieur des mouvements sociaux, dont la récente lettre ouverte de sortie d'organisations comme le MST, signée par 51 militants n'en est pas l'exemple unique, mais le plus connu publiquement, s'explique par un contexte plus ample. C'est ce contexte qu'il convient de dévoiler et d'analyser pour essayer de l'inverser avant qu'il soit, comme d'habitude, trop tard.

Traduction et adaptation : J. F.
Les intertitres sont de la Commission journal

Article original :
http://passapalavra.info/?p=52448

[10] BNDES, Relatório Anual 2009, Rio de Janeiro: BNDES, 2010, p 20

11] Centro de Estudos em Sustentabilidade, Índice de Sustentabilidade Empresarial : http://isebvmf.com.br/index.php?r=noticias/view&id=226148.

.[12] Site du MST http://www.mst.org.br/node/1275 :

[13] AmCham : American Chamber of Commerce Brasil-USA.

Mouvements sociaux, partis de gauche, pouvoir d'État : entre nouvelles dynamiques et vieille politique

Deux commentaires à propos de « État et mouvements sociaux »

Commentaire 1.

Jusqu'à présent, la critique de l'évolution des mouvements sociaux, et singulièrement celle du MST, restait relativement taboue au Brésil, si l'on excepte celles proposées par des petits groupes politiques relativement marginaux. La lettre publique de sortie des mouvements (surtout du MST) signée par 51 militant-e-s au printemps 2011 (en fait, une partie des signataires avait été expulsés de ces organisations en 2009 et 2010) a commencé à briser ce tabou et ouvert un débat dans une partie de la militance de base des mouvements populaires de ce pays, en particulier ceux qui, malgré leur bureaucratisation, avaient conservé des caractéristiques de base, avec des espaces d'auto-organisation et d'autonomie territoriale. Mais les véritables raisons sont à rechercher dans les transformations qui se sont opérées dans la dynamique de ces mouvements, en particulier par divers processus de normalisation, par leur intégration progressive, non seulement grâce à différents mécanismes de l'appareil d'Etat, mais aussi au secteur entrepreneurial et aux logiques dominantes de l'économie et de son développement, ceci se produisant parallèlement à un certain reflux que traduit dans la dernière année la baisse du nombre de nouveaux *assentamentos* (légalisations d'occupations ou campements). Une intégration facilitée sans doute par le niveau d'arriération esclavagiste régnant dans les zones rurales, les mouvements sociaux pouvant alors être lus aussi comme accompagnant un mouvement plus général de modernisation des relations sociales.

Les mouvements sociaux attrapés dans la dynamique du développement capitaliste

Les analyses et informations fournis par cet article peuvent aussi être comprises avec une portée plus générale, en particulier en abordant frontalement les conséquences de la gestion du pouvoir politique du capitalisme par des partis de gauche soutenus par des syndicats et des mouvements et organisations sociales. Avec dans le cas brésilien une caractéristique que l'on peut trouver ailleurs. L'arrivée de la gauche (Lula) au pouvoir après les élections de 2002 a correspondu à une période de reflux presque général de la conflictualité sociale dans le « monde du travail » formel, tandis que se consolidaient les mouvements de base dans le secteur informel (les sans-terre, sans-toit, coopératives de travailleurs informels..), et à l'institutionnalisation complète d'un syndicalisme de négociation calqué sur le modèle de la DGB allemande (avec rituel annuel sur les salaires et la participation aux bénéfices), largement subventionné, limité aux entreprises du travail formel, et dans lequel le gouvernement de Lula et du PT a pu coopter et recruter des centaines d'ex-syndicalistes pour les placer dans son administration, à la direction de services publics, d'agences gouvernementales ou régionales et d'entreprises d'État ...juste avant de les privatiser.

Cooptations de personnes et intégration d'organisations et de mouvements afin de faciliter le « tournant » des politiques de privatisation qui ont eu deux contreparties principales : d'une part, la mise en œuvre d'une politique de développement capitaliste autour de secteurs stratégiques de l'agrobusiness, de l'énergie, des mines, des transports, etc. se traduisant par une politique de grands travaux (barrages, routes transamazoniennes…) et l'expansion rapide d'un ensemble de grands groupes capitalistes autochtones (pétrole, électricité, BTP…) ; d'autre part, l'implantation de politiques d'assistanat basées sur le traitement au cas par cas des dossiers, favorisant l'individualisation des modes de dépendances vis-à-vis des instances de la redistribution qui se trouvent être en même temps les instances locales du pouvoir politique.

Des luttes à l'émancipation sociale : une politique nécessairement contre l'État

Les critiques renvoient assez explicitement à des options contraires et à des stratégies incompatibles qui peuvent se résumer ainsi : l'Etat et l'ensemble des institutions politiques existantes sont-ils des instruments, des enjeux et des espaces neutres, simplement en dispute entre forces sociales opposées et qui devraient être conquis et occupés par leurs représentants politiques respectifs – et renvoyant les forces sociales d'« en bas » à demeurer éternellement dans un pur rôle de groupes de pression, subalternes et subordonnés –, ou au contraire, ne sont-ils pas, principalement et exclusivement, des instruments de la domination politique de la classe dominante devant conduire alors les mouvements antagoniques, les mouvements de lutte, à inventer et à construire d'autres institutions (politiques mais pas seulement, dans le sens étendu que Castoriadis donne à ce terme), d'autres « mises en forme » de leur puissance sociale et de leur capacité politique, selon d'autres valeurs, critères, significations, type de relations sociales, etc., visant à la fois à combattre les canaux et expressions de la domination présente – en s'attaquant à la légitimité des pouvoir établis et à leur capacité de nuisance – et, stratégiquement, à les faire disparaître en les destituant, en leur retirant toute raison d'être et en occupant leurs fonctions symboliques et opérationnelles, tout en redéfinissant de fond en comble tant leurs contenus que la nature des relations sociales et politiques qui les soutiennent et les font exister ?

C'est en deux mots la question d'une politique qui ne soit pas celle des partis et de la verticalité des institutions du pouvoir capitaliste (domination) qui est posée : une politique qui ne soit donc pas déjà constituée, une politique autonome (par et pour l'autonomie) à inventer, à construire

contre les institutions existantes, à partir des expériences de lutte et avec la pleine participation de leur protagonistes.

Nous conclurons provisoirement en reproduisant l'avis de l'un des contributeurs du collectif *Passa Palavra* à ce débat, qui nous semble bien identifier les enjeux principaux situés autour de cette relation entre l'Etat et les mouvements sociaux depuis une perspective d'auto-émancipation, c'est-à-dire de la capacité de ceux et celles qui constituent ces mouvements à transformer la réalité existante, à la fois par la création de réalisations sociales concrètes jugées utiles et nécessaires (maisons, écoles, centres de santé, coopératives, activités culturelles et artistiques…), par l'invention de nouvelles relations sociales et formes de vie – nées d'une lutte collective et antagoniques à celles que le capitalisme cherche à imposer – et par la construction de nouvelles capacités et actions politiques contestant en pratique toute idée de transcendance, de téléologie, de nécessité historique ou « objective », d'extériorité de la conscience sur le mouvement réel, etc. et visant la réorganisation de la totalité sociale directement par les intéressés eux-mêmes.

J.F

Commentaire 2.

Quand les mouvements sociaux sont apparus, à commencer par le plus important, le MST, ils ont changé les termes de la lutte des classes. Contrairement aux partis politiques de gauche, ils ne se sont pas organisés sur une plate-forme idéologique, mais sur des revendications concrètes, comme la terre ou le logement. Et, contrairement aux syndicats, ils n'ont pas délégué leurs revendications à des spécialistes de la négociation, mais appliqué des formes de démocratie directe et ont montré dans la pratique comment ils voulaient que les choses soient faites.

Ne pas faire disparaître les ruptures nées dans les luttes sociales

La grande innovation des mouvements sociaux a consisté à donner de la solidité aux relations établies dans la lutte. Les campements et les occupations réunissent durablement des centaines ou des milliers de personnes. Et ces personnes, regroupées de manière fixe dans un même espace et unis dans une lutte commune, ont commencé à développer des relations sociales d'un nouveau type, solidaires et collectives, par opposition à celles qui prévalent sous le capitalisme. Les mouvements sociaux ont montré dans la pratique immédiate, que le socialisme n'était pas un rêve projeté vers l'avenir, mais quelque chose qui germait et se développait sous nos yeux. Il y avait eu des précédents historiques, mais le fait est que ces mouvements sociaux ont porté beaucoup plus loin le développement et la consolidation des relations sociales de lutte dans des relations de coexistence et de coopération. En cela, ils ont été une école pour nous tous.



C'est dans cette perspective que nous évaluons la gravité de ce qui s'est passé ces dernières années. Le développement et la consolidation de nouvelles relations sociales, collectivistes et solidaires, ont été secondarisés. Pire. Elles ont commencé à être remplacées par des « mystiques » [terme utilisé dans le MST pour tout un ensemble de formes de célébration d'un idéal politique et de vie faisant appel à une dimension émotionnelle interne aux personnes, intime, appartenant en propre aux participants de ces cérémonies «liturgiques» centrées sur l'affirmation d'une éthique partagée, très influencées par la tradition des communautés ecclésiastiques de base (catholiques) à l'origine du mouvement]. Le symbolique s'est substitué au réel. La démocratie directe s'est convertie en un formalisme dans lequel les mêmes personnes s'éternisent dans les mêmes fonctions et où se sont créées des hiérarchies de spécialistes de la négociation.

Ainsi, de même que les syndicats utilisent la grève comme une mise en scène pour appuyer les discussions avec les employeurs, les mouvements sociaux ont également commencé à utiliser les campements, les occupations et les marches comme des mises en scène d'appui aux discussions avec le gouvernement ou les institutions financières ou, plus récemment, avec des entreprises privées. Parallèlement, les systèmes d'éducation avec expériences pédagogiques qui avaient été initiés et développés par le MST dans les campements et les *assentamentos* ont perdu leurs caractéristiques en se retrouvant progressivement absorbés par les Facultés de Sciences de l'Éducation et d'autres départements universitaires.

Résister à la bureaucratisation des mouvements

C'est l'axe social qui a changé. Auparavant, les avancées de la lutte et les victoires étaient marquées sur le terrain et se mesuraient par la force des relations de solidarité et de coopération, sur lesquelles peuvent se générer de nouvelles façons de vivre. Mais la promiscuité qui s'est établie entre l'État et les mouvements sociaux a conduit à ce que les succès et les victoires sont désormais comptabilisés par le montant des subventions reçues. Cela a pris la dimension d'une défaite, qui n'est pas seulement celles des mouvements sociaux, mais de nous tous.

Alors, quelle est l'alternative ? L'alternative réside dans la pratique quotidienne de toutes celles et tous ceux qui continuent de développer des relations de lutte en tant qu'elles peuvent générer de nouvelles manières de vivre. Et ici, on sent le poids des médias, même de beaucoup de ceux qui sont considérés comme alternatifs, qui agissent non seulement par ce qu'ils divulguent mais aussi par ce qu'ils occultent. Le fait que peu de gens aient entendu parler de ces expériences pratiques ne signifie pas qu'elles n'existent pas ni qu'elles ne font pas sentir leurs effets, …comme la vieille taupe. L'alternative réside toujours parmi tous ceux et celles qui résistent à la bureaucratisation des mouvements, que ce soit depuis l'intérieur ou en dehors de ces mouvements. Analyser les erreurs commises et dénoncer les canaux discrets qui renforcent le pouvoir du capitalisme – comme cet article y contribue – fait aussi partie de la construction d'alternatives.

J.B.

Rencontre Internationale de l'Anarchisme
Saint-Imier 2012

Du 08 au 12 août 2012 se tiendra à Saint-Imier (Jura bernois, CH) une rencontre internationale entre libertaires de tout poil, ainsi que toutes personnes désirant faire connaissance ou connaître d'avantage les différentes mouvances anarchistes.

Ces rencontres internationales d'août 2012 seront l'occasion de faire le bilan de l'histoire du mouvement anarchiste, ses idées, ses réalisations, ses espoirs, ses défaites ; ce qu'il en reste aujourd'hui ; les combats qui sont les siens et ceux qu'il partage avec d'autres : antimilitarisme, antiracisme, antisexisme, autogestion, décroissance, éducation, féminisme, internationalisme, non-violence, etc. (pour plus d'infos : http://www.anarchisme2012.ch/)

Un certain nombre d'ateliers et de manifestations sont d'ores et déjà prévus : conférences historiques, conférences thématiques, théâtre, concerts, expositions, cinéma, salon du livre, radio, camping libertaire, foire à l'autogestion et aux produits bio, ateliers pratiques, restauration, etc.

Cette manifestation internationale sera publique et se veut ouverte à l'ensemble du mouvement anarchiste international mais aussi à l'ensemble de la population, sans discrimination. Les zones gratuites et le prix libre seront favorisés afin de permettre à chacun-e de pouvoir y participer.

L'OCL y sera présente avec une table de presse et animera ou co-animera 3 ateliers le 10 août :

A 11 h : Revendications sociales, intégration ou autonomie

A 14 h : Aménagement du territoire (avec la Fédération Anarchiste italienne et Alternative Libertaire)

A 17 h : Luttes de libération nationale

Présentation des débats organisés par l'Organisation Communiste Libertaire



LES GRANDS TRAVAUX INUTILES

En recherche permanente de nouveaux marchés et de gains de rentabilité, le capitalisme cherche à investir les endroits les plus reculés de la planète, comme les aspects les plus anodins de nos vies.

Aujourd'hui, cette fuite en avant productiviste pousse le capitalisme à délocaliser les productions pour des salaires plus bas, à rentabiliser des secteurs comme l'eau, la santé, l'éducation, le logement, etc. en les privatisant et en les raréfiant, mais aussi en créant de nouvelles infrastructures, dans le transport (des personnes et des marchandises), l'énergie, l'exploitation minière, l'alimentation...

Les deux conséquences les plus visibles de ces grands projets sont une précarisation et une dépossession croissante de la population, et une destruction accélérée des territoires, sur la planète entière : déforestation, désertification, pollution, épuisement définitif des «ressources»... Dans le monde entier, en Europe comme en France, de grands projets industriels et commerciaux sont lancés : grands barrages, ports en eau profonde, mines à ciel ouvert, exploitation pétrolière et gazière, autoroutes et voies rapides, aéroports… Ils viennent s'additionner aux précédentes installations et en exacerbent encore les nuisances.

Par exemple, les lignes trains à grande vitesse (LGV) doivent engloutir des milliards d'euros pour moins de passagers, moins de gares desservies, une surconsommation continuelle et croissante d'énergie, des milliers d'hectares de terres agricoles supprimées et des tranchées sabrant le territoire, pour quelques minutes gagnées et au passage pour que quelques grands groupes du BTP puissent empocher de nouveaux profits. Ainsi, un aéroport supplémentaire – et superflu – à Notre Dame des Landes ou une gigantesque gare enterrée à Stuttgart, ainsi plusieurs tunnels (dont un de 58 kilomètres) sous les Alpes entre le Val de Susa (Italie) et la vallée de la Maurienne (France) comme le démarrage actuel ou imminent de gigantesques chantiers dévastateurs imposés aux populations du Pays basque pour que des TAV puissent circuler (dans quelques années) entre les métropoles régionales et nationales de cette partie de l'Europe. Ou encore un réacteur nucléaire surdimensionné EPR à Flamanville, de nouveaux terminaux méthaniers dans la Manche ou en Méditerranée, sans oublier l'exploitation des gaz de schiste, la création de parcs éoliens gigantesques ou la pérennisation de la filière nucléaire, particulièrement en France…

Ce qui était désigné autrefois comme le Progrès et ses bienfaits par la Gauche et beaucoup de révolutionnaires, s'avère être de façon criante un véritable suicide collectif pour l'espèce humaine et la planète, comme le dernier épisode de Fukushima vient le rappeler ou encore la raréfaction progressive de l'eau douce disponible.

Ces projets sont justifiés par le mythe central du développement sans fin, celui du PIB, des «richesses», des emplois, mais cette mythologie butte sur une contradiction indépassable : la planète est finie et la reproduction des conditions de vie sur le globe terrestre est progressivement compromise si l'on ne rompt pas avec cette logique capitaliste d'accumulation par dépossession et destruction.

C'est ce que ne veulent pas voir ceux qui en bénéficient et qui façonnent l'"opinion" en fabriquant de nouveau "besoins" : les classes aisées qui vivent un peu dans un autre monde et qui ne voient dans ce «progrès» que les réalisations qui améliorent encore leur mode de vie. Prendre l'avion où l'on veut, quand on veut, livrer les marchandises pillées ou produites ailleurs le plus vite possible et toute l'année, se déplacer rapidement sur tout le territoire dans des TGV quasiment réservés à leur classe, et continuer à consommer de l'électricité sans risques de pénuries, c'est bien ce qu'ils veulent. Les conséquences sur les "autres" (qui sont les majorités) ne sont pour eux que des dégâts collatéraux, à ranger dans les profits et pertes en quelque sorte.

Contrairement à certains écologistes qui réduisent l'engagement à une série des petits « gestes » et à un pur choix éthique et individuel de sobriété et de simplicité, nous pensons qu'il y a dans ces luttes dites socio-environnementales des enjeux collectifs, des enjeux de classe et de société : là où coïncident exactement des manières de vivre, les moyens de les satisfaire que procure une position sociale, et une certaine organisation de la société liée à une configuration de son économie qui les rendent possible.

C'est pourquoi, à cette classe dominante, il faut lui enlever le pouvoir de décider car ce qu'elle décide par elle-même, elle le fait d'abord pour elle-même ; ce que nous pouvons parfaitement faire aussi, ce que nous ferons mais avec cette différence que nous sommes plus nombreu-ses et que ni nos besoins ni les manières de les satisfaire ne sont les mêmes !



La poursuite des grands travaux d'exploitation et d'infrastructures provoque aussi des transformations qui sont présentées comme naturelles et irréversibles : urbanisation et métropolisation des territoires (et "bidonvilisation" du monde), disparition de l'agriculture vivrière au profit de l'agro-industrie dans un marché globalisé, montée de nouvelles formes de misère et de dépendance (accès à l'eau, en matière alimentaire et de santé).

Ce "développementisme" capitaliste tend à étendre encore un peu plus les aveuglements du consumérisme, à déconnecter encore plus la sphère des "besoins" (le capitalisme de la séduction) de celles des capacités humaines et de l'usage des ressources disponibles. En outre, non contents de détruire les territoires, les méga projets, notamment de transports, visent à soumettre nos existences aux rythmes et à la temporalité des mouvements du capital et à ses logiques d'immédiateté, d'optimisation, de compétition et de vitesse.

Malgré la «crise» et les tentatives de nous discipliner sous le régime de la «dette», profitabilité et marchandisation semblent ne pas connaître de limites… hormis celles que leur imposent les populations mobilisées et les rapports de forces que ces mouvements de résistance et de rébellion sociale parviennent à établir avec les Etats et les grands groupes capitalistes directement intéressés à la réalisation de ces projets.

Lutter contre le développementisme, contre les grands travaux destructeurs et inutiles aux quatre coins de la planète, mais surtout là où l'on est, est un élément fondamental du combat anticapitaliste aujourd'hui : ces luttes mettent indissociablement en cause, et en rapport, les modes de vie et d'organisation sociale, les manières de produire et de définir les besoins socialement utiles à la reproduction sociale et les formes de décision politique. Elles mettent à nu les fondements et les mécanismes des principales formes d'oppression et de domination et, corrélativement, permettent de poser concrètement l'évidence qu'un autre monde que le capitalisme est possible.

A partir – et au-delà – de leur actualité, elles définissent les éléments incontournables d'un projet d'émancipation pour le XXIème siècle.

C'est de tout cela que nous souhaitons débattre avec les camarades intéressés, en insistant aussi sur les enjeux plus immédiats.

Ces projets industriels et commerciaux provoquent presque partout des résistances populaires, parfois massives, souvent déterminées, toujours réprimées. Toutefois, certains projets ont été abandonnés sous la contrainte des actions et des mobilisations de leurs opposants. Il est possible d'arrêter ceux qui continuent, même ceux dont les travaux sont sur le point de commencer. Quelle peut être notre présence dans ces combats ? Comment pouvons-nous contribuer à inverser le rapport de force, à rendre impossible la poursuite de ces projets en faisant payer un coût (politique et économique) exorbitant à leurs promoteurs et investisseurs ? Quelles peuvent être nos capacités à peser pour relier les luttes les unes avec les autres, et donc à les renforcer quantitativement et qualitativement en les plaçant dans un enjeu global ? De quelle manière pouvons-nous renforcer aussi les capacités d'autodétermination sociale et l'autonomie politique de ces mouvements de lutte vis-à-vis des médiations et des institutions existantes ? Comment pouvons-nous contribuer à la formation et à la diffusion d'un imaginaire anticapitaliste et anti-productiviste sans lequel toute perspective d'auto émancipation restera encore longtemps lettre morte ?

ocl

LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Alors que le capitalisme s'internationalise toujours davantage et tend à homogénéiser les modes de vie, à transformer en marchandises toutes les activités humaines, les hommes et les femmes tendent à l'inverse à s'orienter vers une redécouverte de leurs identités constitutives (fictives ou réelles, ou les deux à la fois).

Les mouvements de libération nationale qui surgissent depuis quelques années sont le plus souvent taxés de réactionnaires. Indiquent-ils un retour de l'humanité vers une sorte de barbarie où les af-

frontements nationalistes damneraient le pion à tous les espoirs de paix, d'égalité, de socialisme ou au contraire sont-ils porteurs d'immenses espoirs de voir se redéfinir le monde selon des dynamiques contraires à celles du capitalisme et à l'exploitation de l'homme par l'homme ? Ni l'un ni l'autre vraisemblablement.

Le concept de Nation ne peut se réduire ni à une notion juridique, ni à un espace borné, et encore moins à un Etat. La Nation c'est un ensemble de gens qui se reconnaissent comme y appartenant. Les éléments qui constituent cette auto-reconnaissance sont, au sens large, la culture. Ils sont très divers et vont de l'organisation sociale aux simples habitudes, de la langue à la religion, du mode de vie au mode de production, des références historiques à la reconnaissance d'un espace géographique... C'est une référence collective composée de la totalité ou d'une partie seulement de ces éléments. C'est une communauté d'individus présentant un certain nombre de points communs à un moment donné, mais qui se situe également et simultanément dans le temps (l'histoire, le présent, le passé et l'avenir) et l'espace.

Souvent on est conscient d'une appartenance lorsque celle-ci est attaquée ou niée et les luttes de libération nationale expriment une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées.

Les luttes de libération nationale ont une dimension d'emblée globale et politique, dans la mesure où les gens qui y participent combattent non seulement contre ce qui leur est imposé par les autorités centrales (ou leurs représentants), à savoir en général l'Etat, mais aussi pour l'appropriation d'un pouvoir collectif dans l'espace concret où ils vivent ; ce sont des luttes pour la souveraineté. Ce qui implique que chaque combat mené sur un terrain apparemment partiel ou spécifique prend aussitôt une dimension plus générale ; ce qui fait également que les luttes « contre » quelque chose appellent naturellement une réflexion sur «que voulons-nous ? Quelle autre société ?» et entraînent souvent même la mise en place d'alternatives concrètes.

Les luttes de libération nationale ne sont évidemment pas sans contradictions (interclassisme avec la notion de «peuple», frontisme) et comme toutes les autres luttes elles sont traversées par la lutte des classes. Elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi fréquemment le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur. Elles portent aussi le risque de franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion.

C'est pourquoi le soutien à certaines luttes de libération nationale ne peut être inconditionnel. Il doit prendre soin de distinguer entre des directions et des mouvements, entre des Etats et des peuples, entre un peuple et des classes sociales, et être attentif en premier lieu au contenu de ces luttes sur le terrain de l'émancipation sociale et non pas seulement nationale.

Nous proposons de débattre des points suivants :

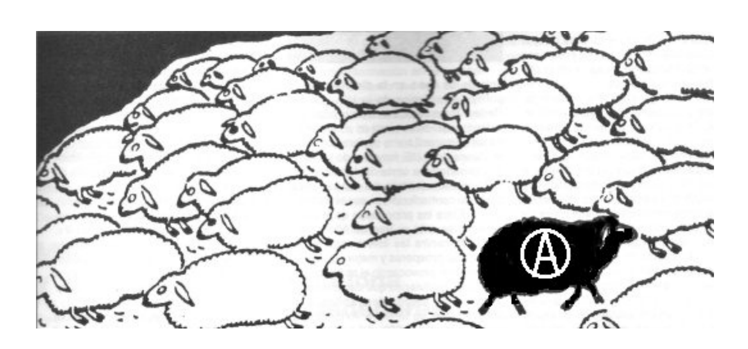
- Quels sont les aspects des luttes de libération nationale qui nous paraissent intéressants et capables d'enrichir les autres luttes ? Quels enseignements utiles peut-on tirer de ces luttes ?
- En tant que communistes libertaires, quels axes stratégiques défendons-nous au sein d'une lutte de libération nationale ou dans le cadre de son soutien ?

ocl

REVENDICATIONS SOCIALES, INTÉGRATION OU AUTONOMIE.

Quand le Prolétariat semblait encore le sujet de l'Histoire à venir, les ***revendications sociales*** étaient à la fois la volonté d'une amélioration immédiate des conditions de vie, mais aussi les étapes d'une longue marche vers l'accumulation de forces, d'expériences, d'élaboration de stratégies pour mener à un rapport de forces favorable et renverser le capitalisme... Les revendications sociales visaient à la fois une meilleure intégration à la société capitaliste (aujourd'hui on parle d'accès à la consommation et aux services) et une construction d'un camp des travailleurs, avec ses mutuelles et ses associations, ses coopératives, ses syndicats et partis.

Si les différents capitalismes ont combattu au départ ces organisations (cf. tous les épisodes sanglants de répression et les périodes de guerre ou de dictature), face au rapport de forces ils les ont finalement



légalisé, normalisé, en essayant de favoriser les composantes les plus conciliantes. Le capitalisme a réussi à échapper ou contourner les épreuves de forces quand elles lui étaient défavorables, pour ensuite revenir sur ce qui avait été concédé, puis instaurer des mécanismes de limitation.

150 ans après la création de l'internationale antiautoritaire, les propositions révolutionnaires anarchistes et anti-étatiques ont été marginalisées et combattues par les options staliniennes ou social-démocrates lors des grandes crises sociales du XXeme siècle, options qui à leur tour ont été réduites à un vague social libéralisme, frère ennemi d'un néo-libéralisme, sur la scène politicienne en ce début de XXI eme siècle.

Les conditions de fonctionnement capitalistes ont substantiellement changé dans le temps et l'espace. L'innovation technique et la production de masse ont déplacé le rapport de forces. Aujourd'hui, même si le travail productif reste le noyau de la création de richesses en-deça d'un capitalisme financier en plein emballement, la souplesse de sa mise en valeur complique énormément la construction de regroupements combatifs pour poser une autre perspective que la reproduction du capitalisme dans ses options verte, durable ou autre.

Il semble nécessaire, en gardant en mémoire toutes ces étapes, ces réussites ou ces impasses, de questionner les revendications sociales et leurs conséquences finales. Dans quelles mesures sont-elles intégrables par le capitalisme ou au contraire favorisent-elles l'autonomie du travail par rapport au capital ?

N'est-ce pas le moment même de la revendication qui constitue l'espace où peut exister l'autonomie, dans un monde quadrillé et compartimenté par les lois et règles capitalistes ? L'illégalité est-elle un critère décisif pour les méthodes de lutte face à l'institutionnalisation des structures et des revendications ?

ocl

Auriez-vous crié « Heil Hitler » ?

François ROUX

(Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas [1918-1945]),

Max Milo, 2011, 894 p., 32 euros.

Référence proche, la Deuxième Guerre mondiale contient encore ses non-dits, ses mythes et ses mensonges. L'ouvrage de François Roux remonte aux origines véritables du conflit et décrit la vie sous le Troisième Reich avant de décrypter les mécanismes de la soumission ou des résistances, individuels et collectifs, à la dictature. Il met en relief des sources, des personnages, des témoignages et des points de vue rarement cités et utilisés.

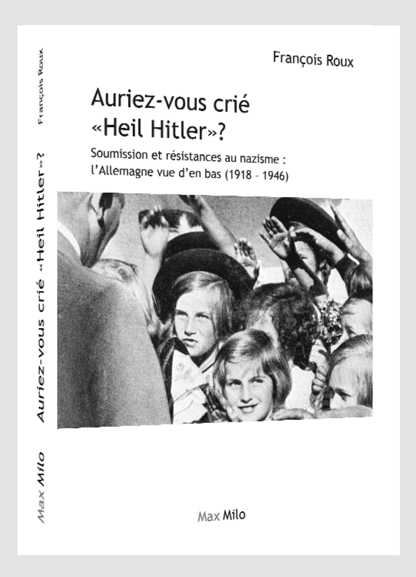
Le nazisme naît des clauses financières ruineuses et humiliantes imposées aux Allemands lors du traité de Versailles par les vainqueurs de 1914-1918. Responsables de l'agression et de la défaite, l'Etat-major militaire, mené par Hindenburg et Ludendorff, s'en défausse sur le gouvernement social-démocrate qui arrive au pouvoir en novembre 1918. Le SPD ratifie la capitulation et, en janvier 1919, fait écraser par l'armée la révolte des soldats et ouvriers révolutionnaires pendant laquelle Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht périssent assassinés, entraînant une fracture grave de conséquences futures dans le mouvement ouvrier.

L'heure des révolutionnaires passée, l'ancien caporal Adolf Hitler devient le porte-parole d'un petit parti d'extrême droite fondé en 1920, le NSDAP. Devenu son chef charismatique, il lui forge un programme global avec des buts concrets – du pain, du travail, la sécurité – et désigne des ennemis : la France, les Juifs, les bolcheviks. Sa propagande simpliste est à dessein : « La faculté d'assimilation de la grande masse n'est que très restreinte, son entendement petit » lit-on dans *Mein Kampf*. Elle attire vers le national-socialisme les laissés-pour-compte de la République de Weimar et entraîne le soutien financier de l'élite ultra conservatrice. Elle s'imagine le manipuler pour la débarrasser de « la canaille judéo-marxiste » et renverser la République.

Dans les urnes, les résultats des bruns fluctuent à la cadence des crises et embellies du capitalisme sans dépasser, à son apogée légaliste en juillet 1932, le tiers des suffrages. Jamais élu par le peuple, Hitler est hissé au pouvoir par le patronat, l'armée, le gotha et la grande bourgeoisie qui, par l'entremise de Franz Von Papen, lui cède la chancellerie.

Plus importantes que celles des nazis, les forces de gauche sont divisées et incapables de former un front commun pour faire barrage au fascisme. Le puissant SPD se rend sans combattre tandis que les militants communistes du KPD, pris entre deux dictatures, paient de sacrifices inutiles la duplicité de Moscou.

Du premier jour de l'accession du führer au pouvoir aux derniers moments de la guerre commence douze ans d'une terreur



qui s'abat d'abord sur les opposants de l'intérieur. En neuf mois, cent mille personnes expérimentent les camps de concentration. Le 17 février 1933, Goering déclare à la police prussienne : « Je n'ai pas à rendre la justice, mon seul but est de détruire et d'exterminer, rien d'autre. »

De 1933 à 1939, brutal et rapide, l'Etat racial s'installe et substitue à l'Etat fédéral un Etat centralisé au chef absolutiste qui cache ses buts criminels : « Au moins les neuf dixièmes de la population ignorent que nous avons assassiné des centaines de milliers de juifs », constate en 1943 l'opposant conservateur Ulrich Von Hassell.

Avant-guerre, les antifascistes d'Allemagne espèrent des réactions internationales aux provocations répétées d'Hitler mais tous les gouvernements plient devant lui ou le courtisent : « On nous a laissé passer le cap dangereux sans encombre » se réjouit Goebbels.

Les démocraties, qui massacrent et torturent dans leurs colonies et répriment avec férocité leur opposition politique et sociale, ne s'émeuvent pas de l'éviction des cinq cent mille juifs allemands de la vie publique par les interdictions professionnelles, le boycott des commerces et les lois de Nuremberg. Pourchassés en tant qu'Internationale dorée du capitalisme cosmopolite et Internationale rouge du marxisme internationaliste, ces infortunés seront plus aidés par leurs compatriotes résistants que par les démocraties. Ainsi, les États-Unis n'accorderont que fort peu de visas aux Juifs allemands persécutés.

De 1939 à 1945, aveuglé par sa haine raciale, Hitler préfère la poursuite à l'Est de l'holocauste irrationnel de millions d'êtres humains à la possibilité d'une double victoire sur Staline et les Alliés. Perdue dès 1943, la guerre se prolonge de vingt-huit mois avec une répression accrue sur les soldats : le nombre d'exécutions dépasse celui comptabilisé durant tous les conflits précédents, et sur les civils : deux mille ouvriers sont exécutés dans la seule région de la Ruhr.

De leur côté, Churchill et Roosevelt adoptent par germanophobie la thèse de la culpabilité collective des Allemands et les anéantissent sous les bombes au phosphore dans plusieurs villes historiques : il y aura six cent mille morts civils dont trente-cinq mille à Dresde.

Le temps venu des tribunaux, la justice des vainqueurs écarte les résistants survivants et exonère de ses responsabilités la classe dirigeante, l'armée et la bureaucratie qui a planifié le génocide comme un plan socio-économique ordinaire. Ceci au nom de l'excuse d'obéissance qui tient lieu d'absolution à tous les criminels en cols blancs du monde : « Les gens qui sont ici ce sont les assassins modernes, d'une espèce jusque-là inconnue..., ceux qui appuient sur les boutons », écrit Horst Kruger, l'auteur du roman autobiographique *Un bon Allemand* (2004).

Il faut attendre l'après 1968 et l'assassinat de Hans Martin Schleyer, un ancien SS devenu le président du patronat allemand, enlevé et tué en 1977 par un groupe de Fraction Armée Rouge, pour que ressurgisse « la lâcheté des institutions et le courage des civils ». Dans les marges, la mémoire des véritables résistants ici recensés et nommés réapparaît comme les actes individuels de Marinus Van der Lubbe et Georg Elser, ou les groupes des Combattants rouges (Rote Kämpfer), celui de la Rose blanche avec la fratrie Scholl ou encore les Pirates à l'edelweiss...

L'auteur aborde aussi les processus psychiques amenant aux actes les plus impensables et revient sur l'actualité du fascisme dont aucun des ingrédients ne fut inventé en Allemagne. Selon Stanley Milgram, auteur d'une étude sur la soumission à l'autorité, l'unique chance pour l'espèce humaine d'échapper à l'autodestruction réside dans la construction d'une société sans rapports de domination, même s'il doutait que les hommes en soient capables.

Hélène FABRE

Rencontres libertaires - Eychenat (Ariège) 26 juillet - 6 août 2012

Chaque année, l'OCL et l'OLS (Offensive libertaire et sociale) organisent des Rencontres ouvertes à celles et ceux que les thèmes choisis pour les débats intéressent. Il ne s'agit pas d'une université d'été où l'on écouterait la bonne parole. Nous souhaitons offrir un espace de dialogue, d'échange formel comme informel. Les débats se tiennent « à la fraîche », à 21 h, après le repas du soir. Les journées offrent de vastes plages de temps libre qui peuvent permettre de proposer et d'organiser d'autres débats, de partager une expérience, de présenter une lutte particulière... ou de consulter la vidéothèque, la librairie et les tables de presse.

Nous sommes dans une ferme en activité (élevage) qui met à disposition un local collectif. Ce local a une histoire ; il a été créé à la fin des années 70. Au sortir d'expériences de vie communautaire et après une installation en Ariège pour travailler la terre, il a paru nécessaire de construire un lieu collectif ; cette construction s'est faite avec la participation de beaucoup de monde (des voisins, des gens de la ville et des alentours). Ce sont des jeunes de la cité du Mirail à Toulouse qui ont inauguré le local ; ils-elles y passaient leurs vacances en échange d'une aide aux travaux de la ferme. Depuis, ce lieu sert toujours à des initiatives menées par des associations ou à des activités partagées (réunions-débats, ateliers...). Les rencontres de l'OCL s'y déroulent depuis de nombreuses années, puis en co-organisation avec l'OLS.

Nous avons à disposition un local comprenant un coin cuisine, une salle de repas, une pièce pour les débats, des sanitaires, et des prés pour camper. Il faut donc prévoir une tente, seul mode de logement possible. Pour ne pas gêner les travaux quotidiens de la ferme, un parking pour les voitures est disponible à dix minutes à pied. Pour la même raison, les chiens sont malvenus.

La vie quotidienne est collective : les repas sont pris en commun et confectionnés par des équipes tournantes ; chaque jour, l'équipe chargée des deux repas (13h et 19h) s'occupe des courses en fonction d'un budget précis. Une seconde équipe est chargée de la vaisselle ainsi que de la propreté et de l'entretien du lieu.

Les tarifs pour les trois repas quotidiens et les frais de fonctionnement du lieu sont établis en fonction des revenus. Ils s'échelonnent de 5 à 20 euros/jour pour les adultes, et sont de 5 euros/jour pour les enfants. Pour les bébés, le séjour est gratuit.

Revenus mensuels	***Tarifs***
inférieurs à 400 euros	*5 euros*
entre 400 et 700 euros	*7 euros*
entre 700 et 800 euros	*8 euros*
entre 800 et 900 euros	*9 euros*
entre 900 et 1 100 euros	*10 euros*

Jeudi 26 juillet : ouverture

Vendredi 27 – samedi 28 juillet (éventuellement aussi dimanche 29) ANTIRÉPRESSION

Courant alternatif a publié deux textes qui abordent ces questions et qui serviront à lancer le débat :

« Pour ouvrir la voie à l'anti-“terrorisme”, rien de tel qu'une dépanneuse… de police » (CA 219, avril 2012) et

« Stratégie judiciaire. Face à la répression, il n'est pas défendu de se défendre »
(CA n° 220 mai 2012)

Dimanche 29 juillet ou Lundi 30 LES SOULÈVEMENTS DANS LES PAYS ARABES

Les derniers évènements en Tunisie, Libye, Egypte et Syrie, … Révolutions avortées ? Soulèvements populaires récupérés et/ou manipulés ? Que dire des élections en Egypte, en Libye ? Quels changements pour la classe ouvrière ? Les informations transmises par la presse occidentale et surtout française sont insuffisantes pour appréhender le contenu de ces révoltes.

mardi 31 juillet : LA TENTATION INSURRECTIONNISTE

Présenté par un des auteurs du livre, J. Wajnsztejn et C. Gzavier, paru aux Editions Acratie (mai 2012).

Les tendances insurrectionnistes prennent aujourd'hui plusieurs formes, de la plus modérée avec l'« insurrection des consciences » de l'Appel des appels, à des formes plus radicales de l'*Insurrection qui vient* à l'*Appel*. C'est sur ces dernières que porte cet ouvrage, parce qu'elles reposent des questions essentielles telles que celle du rapport à la violence et à la légalité, entre perspectives révolutionnaires et pratiques alternatives voire sécessionnistes.

mercredi 1er- jeudi 2 août (éventuellement aussi vendredi 3 août) LES RÉSISTANCES SOCIALES AUX GRANDS TRAVAUX DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

Lutter contre le développementisme, contre les grands travaux destructeurs et inutiles aux quatre coins de la planète, mais surtout là où l'on est, est un élément fondamental du combat anticapitaliste aujourd'hui : ces luttes mettent indissociablement en cause, et en rapport, les modes de vie et d'organisation sociale, les manières de produire et de définir les besoins socialement utiles à la reproduction sociale et les formes de décision politique. Elles mettent à nu les fondements et les mécanismes des principales formes d'oppression et de domination et, corrélativement, permettent de poser concrètement l'évidence qu'un autre monde que le capitalisme est possible.

Samedi 4 août : LE CAPITALISME VERT

Présenté par Tomjo, auteur de L'Enfer Vert.* Un projet pavé de bonnes intentions. Ce que nous réservent les écolo-technocrates à partir du cas de Lille Métropole. *Badaboum Editions, décembre 2011.

Au prétexte de sauver la planète et les générations futures des nuisances provoquées par le développement industriel (perte de «biodiversité », destruction du « lien social », pollutions,dérèglement climatique, épidémies, etc.) une nouvelle caste de gestionnaires a fait son apparition depuis une quarantaine d'années. Les écologistes. Leur méthode ? Établir une comptabilité précise des stocks et des flux d'« humains », de « non-humains » et de leurs marchandises pour en assurer la rationalisation verte etplanifier leurs comportements.

Dimanche 5 août : LE PUBLISEXISME

La publicité véhicule les pires clichés sexistes (femmes objets, ménagère passive, «blonde» écervelée, …) et renforce la domination patriarcale comme la norme hétérosexuelle. Omniprésentes et conçues pour marquer les esprits, ces représentations modèlent notre imaginaire et participent à la construction des normes de genre : d'un côté, la féminité associée à la jeunesse, à la beauté et à la maternité et, de l'autre, la virilité à la force, à la puissance et à l'action. Comment leur résister ?

Pours"inscrire à l'avance : Organisation Communiste Libertaire, c/o Egregore: B.P. 1213 51058 Reims Cedex. (lechatnoir@club-internet.fr) ou Offensive Libertaire et Sociale c/o Mille Bâbords 61 rue Consolat, 13001 (Marseilleols@no-log.org) Confirmer au plus tard la veille de l'arrivée en téléphonant sur place à partir du 26 juillet au 05 61 65 80 16.



Ecole et handicap – N'Autre Ecole n°32, juin 2012

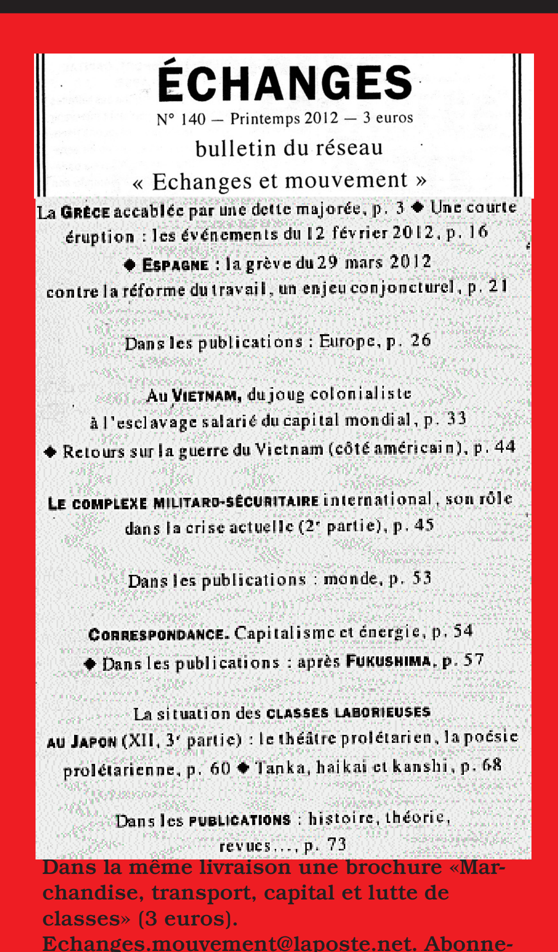
Un numéro pour dire, arguments et expériences à l'appui, que la place des personnes « en situation de handicap » est bien dans la société, donc à l'école.
Il a fallu et il faudra encore batailler sur ce terrain aussi, pour permettre à l'institution et à tous ses acteurs de s'adapter à tous les élèves sans exception, plutôt que de laisser de côté celles et ceux qui diffèrent des normes.
Comment accueillir des élèves autistes, comment concevoir une école véritablement « inclusive », comment une classe Ulis se met en place, comment se faire reconnaître quand on est « handicapé », parent, travailleur accompagnant, comment se définissent les acteurs des structures de soin ou de travail ... à travers des récits, des parcours où le « je » s'affirme sans complexe tant il est au service des autres, on apprend que la question du handicap parcourt tout le champ social : d'où l'évocation aussi des Rased, de la pauvreté à l'école ou de la façon dont le handicap vient déranger nos rapports à la norme.
Au-delà de ce dossier, que complètent glossaires et encarts juridiques, la revue ne perd pas ses habitudes : relecture des classiques de la pensée éducative (cette fois c'est Simone Weil), notes de lectures — et notamment de 16 livres jeunesse.
56 pages de lectures — 4 EUR
Commandes : • Paiement en ligne sur le site de la revue N'Autre École • Par courrier, chèque à l'ordre de CNT-FTE, à envoyer à N'Autre école – CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Courant alternatif n'étant plus diffusé en kiosque, a besoin de nouveaux abonnés

10 numéros + hors séries
30 euros
Chèque à l'ordre de 'La Galère'
OCL égregore, B.P 1213 - 51058 Reims cedex

Abonnez des amis !

Tarifs reduits (pour les fauchés) : 18 euros



ÉCHANGES
N° 140 — Printemps 2012 — 3 euros
bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

Dans la même livraison une brochure «Marchandise, transport, capital et lutte de classes» (3 euros).
Echanges.mouvement@laposte.net. Abonnement 15 euro pour 4 numéros

Solidarité avec La grève des mineurs asturiens



Sur l'autoroute A 16 entre Boulogne/Mer et Calais (le 27 juin 12 de 7 heures à 8h 30)

Pauvres poulets

LES DISTRICTS MINIERS DES ASTURIES ont répondu avec un arrêt total des mines de charbon lors de la vingt-deuxième jour de grève dans cette région. Les protestations les plus dures ont eu lieu avec l'installation de barricades et de troncs d'arbre sur quatre routes, AS-112, AS-177, AS-253 et AS-254, et sur les lignes ferroviaires de FEVE à Caborana et à Laviana, ainsi qu'à Renfe dans le secteur de Ciaño et La Felguera. Pendant ce temps, la grève des mineurs appelée pour 24 heures dans 31 localités de León et de Palencia a également été largement suivie, avec un taux de 100% de grévistes, tout comme dans d'autres communautés touchées. Boulangeries, écoles, bars, bureaux et supermarchés dans les zones minières castillanes ont fermé en signe de solidarité avec les travailleurs du charbon.
Quelques jours avant la grève générale du 18 juin, le chef des unités de police spécialisées dans la lutte contre les désordres publics (les CRS espagnols) vient de déposer une plainte devant le tribunal d'Oviedo dénonçant les « violences » des manifestants. Prié de commenter cette action judiciaire, il a déclaré à la presse locale : « Avez-vous vu les biceps de la plupart des mineurs ? D'une simple gifle, ils arrachent les casques de nos hommes. » Les CRS espagnols regrettent les interventions contre les étudiants et les Indignés. « Eux, on leur file un coup et le sang coule de leur nez délicat », soupire un CRS, concluant : « J'ai été chargé l'autre jour par un gars d'une mine de Mieres et j'ai cru prendre dans la gueule un camion avec sa remorque. Ils ne sont pas seulement forts physiquement, ils ont surtout la rage : on les voit déraciner des arbres et nous les balancer dessus. J'ai même vu un de mes collègues déshabillé en quelques secondes et recevoir des baffes à estourbir un taureau. »

On trouvera des infos plus complètes sur la grève des mineurs asturiens qui durent maintenant depuis plus d'un mois sur le site de l'OCL, en page d'accueil : http://oclibertaire.free.fr/